

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET
DES SOLIDARITES NATIONALES**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN SEPTEMBRE 2019**

Novembre 2019

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités Nationales

M. Roger OWONO MBA

Ministre délégué

M. Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Ministre déléguée

Mme. Judith Justine LEKOGO

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette troisième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2019.



SOMMAIRE

Table des matières

RESUME EXECUTIF	7
PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN SEPTEMBRE 2019	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS	9
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2019.....	12
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Septembre 2019.....	12
II.2 LES HYDROCARBURES.....	13
II.2.1 LE PETROLE.....	13
II.3 LE MANGANESE.....	13
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE	14
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE	14
II.5.1 LE CAOUTCHOUC NATUREL	14
II.5.2 L'HUILE DE PALME BRUTE.....	15
II.5.3 L'ELEVAGE BOVIN	15
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES.....	16
II.6.1 LE SUCRE	16
II.6.2. LES BOISSONS GAZEUSES ET ALCOOLISEES.....	16
II.6.3 L'EAU MINERALE.....	17
II.6.4 LES HUILES ET CORPS GRAS.....	17
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	18
II.7.1 LES UNITES DE SCIAGE.....	18
II.7.2 LES UNITES DE DEROULAGE	19
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION.....	20
II.8.1 LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION.....	20
II.8.2 L'INDUSTRIE MINIERE	20
II.9 LES BTP.....	21
II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE.....	21
II.10.1 L'ELECTRICITE	21
II.10.2 L'EAU	22
II.11 LE RAFFINAGE	22
II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	23
II.12.1 LE TRANSPORT AERIEN.....	23
II.12.2 LE TRANSPORT FERROVIAIRE.....	23
II.13.LES TELECOMMUNICATIONS	24

II.14. LE COMMERCE	24
II.14.1 LE COMMERCE GENERAL STRUCTURE	24
II.14.2 LE COMMERCE DES VEHICULES NEUFS	25
II.14.3 LE COMMERCE DES PRODUITS PETROLIERS	25
II.14.4 LE COMMERCE DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES.....	26
II.15.LES AUTRES SERVICES	26
II.15.1 LES SERVICES RENDUS AUX PARTICULIERS.....	26
II.15.2 LES SERVICES DE REPARATION MECANIQUE	26
II.16. L’HOTELLERIE ET LA RESTAURATION.....	27
II.17. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	27
II.17.1 L’ANALYSE BILANCIELLE	27
II.17.2 LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	28
II.17.2.1 LES RESSOURCES COLLECTEES	28
II.17.2.2 LES CREDITS DISTRIBUES.....	29
II.18 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS.....	30
II.18.1 LES RESSOURCES	30
II.18.2 LES EMPLOIS	30
II.18.2.1 INVESTISSEMENTS ET CREANCES IMPAYEES	31
II.19 LE SECTEUR DES ASSURANCES.....	31
II.19.1 LA BRANCHE NON VIE.....	31
II.19.2 LA BRANCHE VIE ET CAPITALISATION.....	32
II.19.3 LES COMMISSIONS VERSEES AUX COURTIERS	32
II.19.4 LES SINISTRES REGLES.....	33
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2019	34
.....	34
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION	34
III.2. L’EMPLOI PUBLIC	35
III.3. LES SALAIRES	36
III.4. LE BUDGET DE L’ETAT	37
III.4.1. LES SOLDES BUDGETAIRES	37
III.4.2. L’EXECUTION DES RECETTES	37
III.4.2.1 LES RECETTES PETROLIERES	38
III.4.2.2 LES RECETTES HORS PETROLE	38
III.4.3. LES DEPENSES BUDGETAIRES	39
III.4.3.1 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	39
III.4.3.2 LA CHARGE DE LA DETTE	40
III.4.3.3 LES DEPENSES D’INVESTISSEMENT	40
III.4.3.4 LES AUTRES DEPENSES	40
III.5. LA DETTE PUBLIQUE.....	40
III.5.1 LE REGLEMENT DE LA DETTE.....	40
III.5.2 L’EVOLUTION DES TIRAGES SUR FINANCEMENTS	41
III.5.3 LE STOCK DE LA DETTE PUBLIQUE	42
III.6 LE COMMERCE EXTERIEUR.....	43

III.6.1. L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS EN VALEUR	44
III.6.2. L'EVOLUTION DES IMPORTATIONS EN VALEUR.....	45
III.6.3. LE PARTENARIAT ECONOMIQUE	46
III.6.3.1 LES PRINCIPAUX CLIENTS	46
III.6.3.2. LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS	48
III.7 LA SITUATION MONETAIRE.....	49
III.7.1 LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES	50
III.7.1.1 LA MASSE MONETAIRE (M2).....	50
III.7.1.2 LES RESSOURCES EXTRA-MONETAIRES	50
III.7.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	50
III.7.2.1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS (A.E.N)	50
III.7.2.2 LE CREDIT INTERIEUR	51
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE	51
III.8.1- LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERETS.....	51
CONCLUSION	53
ANNEXES	54
EQUIPE DE REDACTION	55

RESUME EXECUTIF

L'évolution de l'activité économique mondiale sur les neuf premiers mois de l'année 2019 s'est caractérisée par un ralentissement par rapport à la même période en 2018, en lien avec les tensions commerciales opposant les États-Unis à la Chine, la perte de confiance des investisseurs et le resserrement des conditions financières sur les marchés financiers.

Dans ce contexte, la croissance mondiale pour l'ensemble de l'année 2019 est désormais projetée à 3,0% contre 3,6% en 2018, soit un rythme plus faible que celui projeté à l'issue du second trimestre.

Au niveau sous régional, les pays membres de la CEMAC enregistreraient une croissance économique positive à 2,7 % en 2019 contre 1,7 % en 2018 et une prévision initiale de +3,2 %, en lien avec une production pétrolière légèrement moins vigoureuse qu'initialement anticipée et une faible hausse de la production non pétrolière.

Sur le plan interne, l'activité économique nationale a enregistré au cours des neuf premiers mois des résultats encourageants, au regard des tendances observées au niveau des trois secteurs. En effet, on enregistre une embellie au niveau **du secteur primaire** grâce à la consolidation des performances de l'exploitation de manganèse (+25,4%), de la production d'huile de palme (+57,2%) et de l'exploitation pétrolière, avec une production nationale de pétrole brut en hausse de 16,7% à 8,2 millions de tonnes métriques à fin septembre.

Le **secteur secondaire** a été marqué par la bonne tenue du secteur des BTP dont la production vendue a enregistré une augmentation de 63,7%, des industries agro-alimentaires (à l'exception du sucre et de la minoterie), du ciment (+20,7%), des industries du bois (+14,4%). Néanmoins, l'activité de raffinage a poursuivi sa dégradation avec une chute (-30%) du volume de brut traité. De même, le volume de production de l'industrie de transformation de manganèse a baissé de -7,2% au lieu des -20,9% constaté en juin.

Les performances du **secteur tertiaire** ont été mitigées. Au titre des principales branches en progression, on note le transport ferroviaire (+26%), les télécommunications (+10%) et les assurances (+10,5%). On note par contre la stagnation des ventes de l'hôtellerie et la légère baisse du commerce général structuré (-0,3%).

L'analyse des agrégats macroéconomiques fait ressortir un reflux des prix mesurés par l'indice des prix à la consommation. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle a reculé à 2,5% au troisième trimestre 2019 contre 4,2% sur la même période en 2018.

S'agissant des finances publiques, l'exécution du budget sur les neuf premiers mois fait ressortir un excédent sur l'ensemble des soldes budgétaires (primaire, base ordonnancements et base caisse) : une consolidation du solde primaire à 308,2 milliards de FCFA contre 106,5 milliards de FCFA sur la même période en 2018, une amélioration du solde base ordonnance à 162,5 milliards de FCFA et un solde base caisse excédentaire de 108,7 milliards de FCFA. L'amélioration de la situation budgétaire résulte non seulement de l'accroissement des recettes budgétaires (+10,3%) en lien avec le raffermissement de la situation économique et des efforts de recouvrements, mais aussi d'une meilleure maîtrise des dépenses budgétaires (-4,9%) sur l'ensemble des titres.

Sur les neufs (9) premiers mois de l'année 2019, le **commerce extérieur** a réalisé un excédent commercial en hausse de 10,3% par rapport à fin septembre 2018. Cette évolution s'explique par

l'accroissement plus rapide des exportations (+7,9%) et ce, en dépit d'une progression des importations (+4,4%).

En matière de partenariat économique, au terme des neuf premiers mois, la Chine a maintenu sa position de premier partenaire économique du Gabon avec un volume d'échange évalué à 1 584,6 milliards de FCFA (47,7% des échanges économiques du Gabon) et en hausse substantielle de 108,3% à la même période en 2018. Elle est suivie de la Belgique (148,6 milliards de FCFA), de la Corée du sud (114,2 milliards de FCFA) et des pays Bas (108,2 milliards de FCFA).

A fin septembre 2019, le règlement de la dette a été en hausse de 17% par rapport à la même période en 2018. Ces efforts de paiement ont été particulièrement observés sur la dette extérieure (+30,4%). L'encours de la dette est resté quasi-stable (+0,4%), évalué à 5 107,3 milliards de FCFA, compte tenu de la baisse du stock de la dette intérieure (-18%) en dépit de la hausse de l'encours extérieur de 8,3%.

Sur le plan monétaire, les principaux agrégats ont évolué sur les neuf premiers mois à travers une appréciation des avoirs extérieurs nets (+4,6%), une quasi-stabilité de la masse monétaire et un repli du crédit intérieur net (-2,2%).

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN SEPTEMBRE 2019

Pour les neuf premiers mois de l'année 2019, les premières informations conjoncturelles laisseraient entrevoir une poursuite de la décélération de l'activité mondiale. Ce tassement découlerait de la prolongation de la guerre commerciale sino-américaine, en liaison avec la hausse des droits de douane, les baisses de l'investissement et de la demande de biens d'équipement.

A cela, s'ajoute un ralentissement de l'industrie manufacturière et du commerce mondial. En effet, sur l'ensemble de l'année, le volume de marchandises échangées ralentirait à 1,1% en 2019 contre 3,6% en 2018.

A contrario, le secteur des services a continué de résister dans la majeure partie du monde, ce qui a permis aux marchés du travail de conserver leur dynamisme et à la croissance des salaires de rester soutenue dans les pays avancés

De même, l'inflation globale est restée modérée dans la plupart des pays avancés et des pays émergents. Cela a contribué en partie à une forte baisse de l'inflation attendue par les marchés aux États-Unis et dans la zone euro.

La politique monétaire poursuivie a été expansionniste en vue de stimuler l'activité économique.

Dans ce contexte, la croissance mondiale pour l'ensemble de l'année 2019 serait de 3,0% contre 3,6% en 2018 et 3,4% en 2020.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS

En dépit d'une bonne tenue de l'économie américaine, l'expansion de l'ensemble des principaux pays avancés continuerait de marquer le pas, en relation avec les incertitudes liées à la frilosité des échanges, à un reflux généralisé de la production industrielle et aux effets du Brexit. La croissance économique de ce bloc se situerait à 1,7% contre 2,3% l'année dernière.

Aux États-Unis, le PIB s'est accéléré au troisième trimestre pour se situer à 2,5% contre 2,1% au trimestre précédent. Cette évolution serait principalement soutenue par une bonne tenue de l'emploi et la consommation qui demeureraient solides, stimulés par des mesures de relance budgétaire. En terme annuel, il est prévu une croissance de 2,4% en 2019 et 2,1% en 2020.

Sur la même période, l'économie du Japon est demeurée atone malgré une augmentation de la consommation privée et des dépenses publiques. Les perspectives indiquent 0,9% de croissance du PIB en 2019 celle-ci retomberait à 0,5% en 2020.

L'activité de la zone euro a continué de ralentir au troisième trimestre. L'expansion du PIB des 19 États-membres de la zone a augmenté de 0,2% au troisième trimestre 2019, soit le même niveau qu'au trimestre précédent. La zone euro pâtirait du ralentissement du commerce mondial et surtout de l'enlisement de la première économie de la zone, l'Allemagne, en raison des nouvelles normes en matière d'émission de gaz. Ainsi, l'expansion économique n'excéderait pas 1,2% en 2019 et 1,4% en 2020.

Très marqué par les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis et les déboires de son industrie automobile, l'Allemagne serait au bord de la récession., ainsi, les prévisions de croissance du PIB serait de 0,5% en 2019 et 1,2% en 2020.

Pour la première fois depuis quinze (15) ans, la France serait la locomotive européenne et devrait encore le rester l'année prochaine. Au troisième trimestre grâce à une augmentation de la consommation des ménages la production a été de 0,3%. En perspectives, la production annuelle serait de 1,2% en 2019 et 1,3% en 2020.

En proie à des mouvements politiques, la croissance de l'économie espagnole quoiqu'en léger retrait, resterait bien orientée sur l'ensemble de l'année 2019. En effet, son PIB progresserait à 2,2% en liaison avec la bonne tenue de la consommation intérieure privée et au maintien des taux d'intérêt à des niveaux relativement bas pour stimuler le pouvoir d'achat des ménages.

A l'instar de l'Allemagne, l'Italie afficherait un taux de croissance de 0,0% en 2019 et 0,5% en 2020, en raison de sa forte dépendance économique vis-à-vis de sa relation commerciale avec la Chine.

En raison de la fragilité du commerce mondial et des incertitudes liées au Brexit, le PIB britannique, après une contraction au second trimestre, serait de nouveau faible au troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année la croissance se chiffrerait à 1,2% en 2019 et 1,4% en 2020.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

La croissance des pays émergents et pays en développement, quoiqu'en recule, resterait solide et l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale avec un PIB de 3,9% en 2019 et 4,6% en 2020. Toutefois, on observerait des disparités par pays et par zone en raison des spécificités respectives.

Les perspectives des pays émergents et en développement d'Europe seraient moroses en liaison avec le ralentissement de l'économie russe. Son expansion atteindrait 1,1% en 2019 et 2,3% en 2020. En Russie, la production économique s'élèverait de 1,1% en 2019 et 1,9 % en 2020. A contrario, celles des pays émergents et en développement d'Asie serait de 5,9% et 6,4% au cours de la période 2019/2020.

La guerre commerciale que se livrent la Chine et les Etats Unis a entraîné un fléchissement de l'industrie et une demande intérieure modérée en chine. Ainsi, l'économie chinoise ralentirait à 6,1 % de croissance en 2019, et 5,8% en 2020.

En liaison avec les effets bénéfiques de l'assouplissement de la politique monétaire, de la baisse des taux de l'impôt sur les sociétés ; la croissance économique de l'Inde atteindrait 6,1% en 2019 et 7,2 en 2020.

En Amérique latine, l'activité continuerait de dégringoler pour se situer à 0,2% cette année et remonter à 1,8% l'année prochaine. Cette situation s'expliquerait par les mauvais chiffres du Brésil qui a souffert de perturbations dans le secteur minier et du Mexique fragilisé d'une part par la faiblesse de l'investissement et la consommation privée et par une confiance en berne d'autre part.

Dans la région du Moyen-Orient, Afrique du Nord, la croissance se chiffrerait à 0,1% en 2019 en raison de tensions géopolitiques avec le durcissement des conditions avec l'Iran et l'Arabie Saoudite. Elle remonterait à 2,7% en 2020.

En Afrique subsaharienne, la volatilité des cours du pétrole permettrait d'afficher des résultats encourageants. En effet, la croissance économique devrait s'établir à 3,2% en 2019 et 3,6% en 2020. La croissance en Afrique du Sud devrait être plus modérée, en raison d'un impact plus marqué que prévu des grèves et des problèmes d'approvisionnement en énergie dans l'industrie minière (0,7%). Au Nigéria, première économie africaine, le PIB se situerait à 2,3% en 2019 et 2,5% en 2020.

Les prévisions actualisées de l'activité économique de la CEMAC relèvent un dynamisme moins soutenu, qu'initialement projetées, avec un taux de croissance de +2,7 % en 2019 contre une prévision initiale de +3,2 %, en lien avec une production pétrolière légèrement moins vigoureuse et une faible hausse de la production non pétrolière.

Le secteur pétrolier enregistrerait une croissance de +4,3 % en 2019. Le secteur non pétrolier quant à lui connaîtrait une croissance moins importante que prévue à +2,3 % en 2019, contre +2,7 % initialement attendue. En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier serait de +0,9 point en 2019, contre +0,3 point en 2018, et celui du secteur non pétrolier serait de +1,4 point en 2019 comme l'année précédente.

En 2019, la participation de la demande intérieure à la croissance ressortirait à +0,5 point, en nette contraction par rapport à la prévision initiale (+1,3 point). Cette faiblesse de la demande intérieure serait compensée par un apport de la demande extérieure nette de +2,1 points.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN SEPTEMBRE 2019

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Septembre 2019

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↘
<i>Unités de déroulage</i>	↗
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries	
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Industrie minière</i>	↘
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↗
<i>Véhicules industriels</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘
Services	
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 LE PETROLE

La production nationale de pétrole brut a progressé de 16,7% à fin septembre 2019 pour s'établir à 8,23 millions de tonnes métriques (60,06 millions de barils). La mise en exploitation du champ Simba par Perenco et la poursuite des travaux d'amélioration des rendements des champs matures sont à l'origine de cette augmentation. Dans le même temps, les exportations de pétrole brut ont connu une hausse de 20,7% à 7,96 millions de tonnes métriques, essentiellement destinées au marché asiatique.

Dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale exacerbé par des guerres commerciales (entre les Etats-Unis, la Chine et l'Europe), qui ont affecté la demande en énergie, les cours du Brent ont régressé de 9,9% pour se situer à 64,66 dollars le baril à fin septembre 2019. Parallèlement, le prix moyen des bruts gabonais a baissé de 9,1% à 64,01 dollars le baril.

Le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est apprécié de 6,3% au cours des neuf premiers mois de l'année 2019 pour s'établir à 583,81 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en millions de tonnes)	2,599	2,642	2,816	2,771	7,048	8,226	16,7%
Exportations (en millions de tonnes)	2,113	2,950	2,560	2,447	6,594	7,956	20,7%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	67,76	63,20	68,83	61,94	71,79	64,66	-9,9%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	66,44	62,25	68,75	61,03	70,41	64,01	-9,1%
Taux de change (\$US/FCFA)	574,84	577,62	583,68	590,14	549,36	583,81	6,3%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.3 LE MANGANESE

Sur les neuf premiers mois de l'année, la production mondiale d'acier au carbone a atteint un niveau record à 1,4 Mds de tonnes, en hausse de 3,2 % par rapport à la même période en 2018, essentiellement due à la demande chinoise (+ 3,5 %), qui reste tirée par les secteurs de la construction et des infrastructures. Dans le reste du monde, on enregistre une baisse de la production (-4,1%), pénalisée par le net recul de la demande dans l'Union Européenne (- 6,7%).

Dans ce contexte, les producteurs mondiaux de minerai de manganèse ont continué à fonctionner à pleine capacité et le bilan offre/demande reste légèrement excédentaire au 3ème trimestre et en cumul sur les 9 premiers mois de l'année.

Ainsi, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a atteint un volume de 4,86 millions de tonnes (Mt) au 30 septembre 2019, en progression de 25,4%, traduisant la poursuite des améliorations opérationnelles sur les gisements miniers, ainsi qu'une meilleure performance des moyens logistiques. Les volumes des exportations et des ventes externes ont également augmenté de 13,6% et 10,6% à environ 4 millions de tonnes sur la période.

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires généré par les ventes de manganèse s'est stabilisé à 549,2 milliards de FCFA, en lien avec la poursuite de la baisse des cours mondiaux du minerai de manganèse de 14% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2019 (6,17 USD/dmtu).

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont augmenté de 20,8% à 2 415 agents permanents, représentant une masse salariale de 43,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de manganèse

(En milliers de tonnes)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019 *	Var 19/18
Production	1 489,4	1 396,0	1 608,8	1 857,8	3 877,1	4 862,7	25,4%
Exportations	1 538,9	1 162,0	1 351,3	1 464,3	3 500,0	3 977,5	13,6%
Ventes	1 569,6	1 063,2	1 425,3	1 467,6	3 575,5	3 956,1	10,6%
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	230,9	167,4	195,2	186,7	548,9	549,2	0,1%
Effectifs	2 058	2 338	2 403	2 415	2 000	2 415	20,8%
Masse salariale (milliards de FCFA)	14,4	16,2	14,3	13,3	32,9	43,8	32,9%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining, * Estimations T3 pour NGM

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'exploitation forestière se caractérise par une consolidation de ses performances sur les neuf premiers mois de 2019. En effet, la production de grumes a progressé de 11,2% pour atteindre 1,730 million de m³. Cette embellie est consécutive à la hausse des surfaces forestières mises en exploitation et à la bonne tenue du carnet de commandes. Corrélativement, les ventes aux industries locales ont progressé de 35,9% à 614 768 m³, grâce à la fermeté de la demande des unités installées dans la ZERP de Nkok

Évolution de l'activité forestière

(En m ³)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production	440 276	526 952	549 021	654 684	1 555 860	1 730 657	11,2%
Ventes aux industries locales	139 290	194 209	202 935	217 623	452 242	614 768	35,9%

Source : enquête DGEFF

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 LE CAOUTCHOUC NATUREL

La filière du caoutchouc naturel a été marquée par la mise en exploitation des plantations d'hévéa d'Olam, en début d'année. Cette production additionnelle n'a pas permis de compenser la baisse enregistrée par l'ancien opérateur, ce qui s'est traduit par un repli de 28,2% de la production nationale de caoutchouc en fonds de tasse au cours des neuf premiers mois de l'année 2019. Corrélativement, l'usinage du caoutchouc humide en granulés de 50 kg a chuté de 38,9% à 6 302 tonnes.

Par ailleurs, le repli des exportations de granulés (-22,4%) et la faiblesse des cours mondiaux du caoutchouc naturel ont induit une régression du chiffre d'affaires de 14,5% à 6,1 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, la mise en exploitation des plantations d'Olam a entraîné une forte hausse des effectifs de la filière (+118%) à 1 177 agents.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	5 345	3 601	3 557	6 187	18 576	13 345	-28,2%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	2 895	1 802	1 168	3 332	10 313	6 302	-38,9%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	3 122	3 162	1 043	3 028	9 326	7 234	-22,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 305	2 297	835	3 016	7 186	6 147	-14,5%
Effectifs	558	1 238	1 209	1 177	540	1 177	118,0%
Masse salariale	1 038	1 008	1 118	1 079	3 516	3 205	-8,9%

Sources : Siat Gabon, Olam Robber Gabon

II.5.2 L'HUILE DE PALME BRUTE

La filière de l'huile de palme brute a consolidé les bonnes performances enregistrées en début d'année, suite à la montée en puissance des plantations de Mouila et Awala, ainsi que des usines nouvellement installées. Dans ces conditions, les volumes de régimes de palme récoltés ont progressé de 57,2% à 176 932 tonnes, générant une production d'huile de palme brute de 41 020 tonnes à fin septembre 2019 (+57,3% en glissement annuel). A l'inverse, la trituration des noix de palme a entraîné une production de 2 079 tonnes d'huile palmiste, soit une chute de 42,1% par rapport à la même période en 2018.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en tonnes)							
Régime de palme	48 557	58 177	62 846	55 909	112 577	176 932	57,2%
Huile rouge	11 043	13 714	14 606	12 700	26 074	41 020	57,3%
Huile palmiste	714	839	622	618	3 590	2 079	-42,1%

Source : OLAM Palm Gabon

II.5.3 L'ELEVAGE BOVIN

A fin septembre 2019, le ranch SIAT Nyanga a enregistré des résultats globalement appréciables. En effet, la société a mis sur le marché 30 634 kg de viande, en très forte hausse comparativement à la même période de l'année précédente, occasionnant un chiffre d'affaires de 431 millions FCFA.

Toutefois, le cheptel a reculé de 2,7% à 5 947 têtes bovines. Cela résulte du nombre élevé de bêtes mises à l'abattage et aux ventes sur pied.

Evolution de l'élevage bovin

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Effectif du cheptel	6 387	6 761	19 460	17 989	6 114	5 947	-2,7%
Vente de viande (en kg)	9 014	10 149	10 285	10 201	14 418	30 634	112,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	47	104	235	93	74	431	486,4%
Effectif	15	15	15	15	15	15	0,0%
Masse salariale	19	22	20	25	73	66	-8,8%

Source : SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 LE SUCRE

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2019, la branche de l'activité sucrière a été marquée par des résultats contrastés. En effet, sur le plan agronomique, la production de granulé de 50 kg s'est établie à 20 977 tonnes, soit une hausse de 7,2% par rapport aux réalisations de fin septembre 2018. Dans le même temps, la transformation de sucre a baissé de 3,5%, attribuable au sucre en morceau et ce, malgré la bonne tenue des autres formes de produit (doses, granulés et sachets 1kg), plus prisés, qui ont progressé de 1,1% à 7 422 tonnes.

Malgré le recul des ventes de sucre en morceaux et autres présentations, la bonne tenue du commerce de sucre en granulé auprès des boulangeries et de la brasserie a induit une amélioration du chiffre d'affaires de 7,8% à 16,3 milliards de FCFA à fin septembre 2019.

La masse salariale a connu une hausse de 1,4% en raison du recours aux saisonniers.

Evolution de l'activité sucrière

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production totale (en tonnes)	594	0	3 763	17 214	19 564	20 977	7,2%
Total du sucre transformé (en tonnes)	4 226	4 913	4 879	5 759	16 319	15 551	-4,7%
Sucre (en morceaux)	2 098	2 297	2 501	3 331	8 976	8 129	-9,4%
Autres (doses, granulés et sachets 1 kg)	2 128	2 616	2 378	2 428	7 343	7 422	1,1%
Ventes (en tonnes)	7 664	7 989	7 732	8 357	24 464	24 078	-1,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 728	5 376	5 225	5 655	15 077	16 256	7,8%
Effectifs	273	288	289	290	281	290	3,2%
Masse salariale	1 173	1 422	1 281	1 593	4 237	4 296	1,4%

Source : Sucaf

II.6.2. LES BOISSONS GAZEUSES ET ALCOOLISEES

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2019, le regain de l'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a permis une augmentation de la production totale de 5,8% à 2,1 millions d'hectolitres, notamment grâce à la hausse de la production des boissons gazeuses et des bières. En conséquence, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,9% pour se situer à 123,3 milliards FCFA contre 119,9 milliards en 2018, sous l'effet de la bonne tenue du carnet de commandes.

Parallèlement, les effectifs ont été renforcés de 1% à 1 060 personnes, pour une masse salariale de 12,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en hectolitres)	712 145	707 631	701 974	730 956	2 024 097	2 140 560	5,8%
Bières	434 830	407 942	420 647	465 696	1 242 425	1 294 285	4,2%
Boissons gazeuses	259 317	278 362	258 962	240 420	713 883	777 743	8,9%
Vins	9 792	11 097	10 705	12 603	32 976	34 406	4,3%
Divers	8 207	10 230	11 660	12 237	34 812	34 127	-2,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	42 638	39 072	41 478	42 736	119 864	123 286	2,9%
Effectifs	1 043	1 032	1 060	1 060	1 045	1 060	1,4%
Masse salariale	4 228	3 821	4 187	4 190	10 603	12 198	15,0%

Source : SOBRAGA, SOGA Vins

II.6.3 L'EAU MINERALE

La production de l'eau minérale s'est établie à 843 606 hectolitres à fin septembre 2019, en amélioration de 8% par rapport à la même période de l'an dernier. Cette bonne performance est due à l'effet conjugué de l'augmentation de l'offre nationale, le réseau de production et de distribution de l'eau potable étant toujours en proie aux difficultés. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'est consolidé de 5,5% à 12 milliards FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production d'eau (en hectolitres)	289 222	282 302	289 178	272 126	781 093	843 606	8,0%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	3 889	4 201	4 064	3 776	11 417	12 041	5,5%
Effectifs	83	88	88	89	85	89	4,7%
Masse salariale	301,8	282,7	294	298	743	875	17,7%

Source : enquête DGEFF

II.6.4 LES HUILES ET CORPS GRAS

L'activité de la branche des huiles et corps gras s'est consolidée sur la période étudiée, au regard de l'évolution de la production. Ainsi, la production de l'oléine raffinée s'est située à 10 058 tonnes contre 8 199 tonnes, soit une amélioration de 22,7%, alors que la production de savon a connu une régression de 17% à 3 248 tonnes.

Cependant, malgré un repli des ventes locales (-29,9%), le chiffre d'affaires s'est apprécié de 31,3% à 13,3 milliards de FCFA, suite au dynamisme des exportations de l'huile de palme (+17%).

La diminution des effectifs de 51,4% a entraîné une baisse de la masse salariale de 35,9%.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en tonnes)							
Huile raffinée	3 866	3 724	3 514	2 820	8 199	10 058	22,7%
Savons	1 781	1 438	921	889	3 915	3 248	-17,0%
Ventes locales (en tonnes)	10 755	4 070	3 284	3 280	15 171	10 634	-29,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11 180	6 331	1 636	5 849	10 525	13 816	31,3%
Effectifs	9 032	7 253	5 636	5 149	10 584	5 149	-51,4%
Masse salariale	5 545	4 010	4 435	3 679	18 919	12 124	-35,9%

Source : Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Au terme des neuf premiers mois de 2019, les industries du bois ont enregistré de bons résultats, à la faveur de la bonne tenue des unités de fabrication de placage et de contreplaqué. En effet, la production consolidée des industries du bois a augmenté de 14,4% pour atteindre 945 158 m³, en raison du renforcement du tissu industriel et de la montée en puissance des usines installées dans la zone de Nkok. Les exportations ont progressé de 15,8% pour s'établir à 709 119 m³, en lien avec la consolidation de la demande asiatique, notamment de la Chine qui est le premier acheteur du bois gabonais devant l'Inde.

Au niveau des ventes locales par contre, on a enregistré une diminution de 42% de l'activité à 65 763 m³, en raison du fléchissement du carnet de commandes.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(En m ³)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production	282 933	301 861	317 466	325 831	825 963	945 158	14,4%
Ventes locales	28 628	23 268	17 438	25 057	113 298	65 763	-42,0%
Exportations	225 524	247 145	227 780	234 195	612 550	709 119	15,8%

Sources : DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 LES UNITES DE SCIAGE

Les performances industrielles et commerciales des unités de sciage se sont dégradées sur la période d'analyse. En effet, la production a reculé de 2,4% pour se chiffrer à 515 883 m³. Cette contreperformance résulte de la fermeture temporaire de certaines usines suite aux difficultés d'approvisionnement en grumes.

Sur le plan commercial, les ventes locales se sont effondrées de 44,8% pour s'établir à 46 781 m³. Les exportations ont par contre augmenté de 2,8% en raison de la poursuite de l'écoulement des stocks constitués au moment du scandale du kévazingo.

Évolution de l'activité de sciage

(En m ³)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production	161 842	165 905	161 352	188 627	528 541	515 883	-2,4%
Ventes locales	18 687	16 332	14 294	16 155	84 706	46 781	-44,8%
Exportations	130 189	133 628	116 898	128 788	368 999	379 315	2,8%

Sources : Enquête DGEPP

II.7.2 LES UNITES DE DEROULAGE

- **Le placage**

Globalement, le segment placage a enregistré des résultats industriels et commerciaux en amélioration à fin septembre 2019. En effet, la production est passée de 269 411 m³ à 399 910 m³, soit une augmentation de 48,4%. De même, les exportations ont été en pleine expansion pour afficher un volume de 306 830 m³, en très forte hausse (+38,9%), en raison de la fermeté de la demande extérieure de placages à base d'Okoumé.

Sur la période sous revue, les ventes locales ont plongé de 40,4% pour se situer à 13 519 m³, en lien avec la contraction de la demande locale.

Évolution de l'activité de placage

(En m ³)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production	111 671	126 255	145 450	128 206	269 411	399 910	48,4%
Ventes locales	7 747	5 215	1 323	6 982	22 689	13 519	-40,4%
Exportations	87 717	106 148	102 260	98 422	220 887	306 830	38,9%

Sources : Enquête DGEPP

- **Le contreplaqué**

L'industrie du contreplaqué a enregistré des résultats satisfaisants au terme des neuf premiers mois d'activité en 2019. En effet, la production et les exportations ont progressé respectivement de 4,8% et 1,4%, en raison de la décongestion continue du port d'Owendo. En revanche, les ventes locales se sont contractées de 7,5% pour s'afficher à 5 463 m³, en lien avec une inflexion importante de la demande locale du contreplaqué.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(En m ³)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production	9 421	9 702	10 664	8 998	28 011	29 364	4,8%
Ventes locales	2 194	1 721	1 821	1 920	5 903	5 463	-7,5%
Exportations	7 619	7 369	8 621	6 984	22 664	22 974	1,4%

Sources : Enquête DGEPP

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

A fin septembre 2019, la branche de fabrication de ciment a consolidé ses performances. Ainsi, la production du ciment a augmenté de 20,7%, pour se situer à 421 356 tonnes. Cette situation trouve son origine dans la montée en puissance des usines Cimaf et par une meilleure exploitation des équipements de production de CimGabon.

Sur le plan commercial, les ventes de ciment ont progressé de 17,7% pour s'établir à 413 604 tonnes, en raison de la vigueur de la demande locale (auto-construction notamment en saison sèche), entraînant un bond de 15,8% du chiffre d'affaires à 29,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en tonnes)							
Clinker (importations)	124 661	84 603	117 394	119 739	255 765	321 736	25,8%
Ciment	137 780	117 294	134 374	169 688	349 225	421 356	20,7%
Ventes de ciment (en tonnes)	137 015	112 712	126 917	173 975	351 309	413 604	17,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 393	8 385	9 050	12 429	25 788	29 864	15,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	462	496	356	407	1 142	1 259	10,2%
Effectifs	120	114	113	114	121	114	-5,8%

Source : CIMAF, CIMGABON

II.8.2 L'INDUSTRIE MINIERE

La branche de la transformation de minerais de manganèse a enregistré des résultats mitigés au terme des neufs premiers mois de l'année 2019. En effet, la production totale a atteint 33 089 tonnes, soit une baisse de 7,2% par rapport aux réalisations de fin septembre 2018, plombée par le silico manganèse en raison des incidents techniques.

A l'inverse, les exportations des alliages de manganèse ont progressé de 4,5% à 30 457 tonnes, portées par les livraisons externes de silico manganèse, pour un chiffre d'affaires stable à 20,8 milliards FCFA, en dépit de la baisse des prix des alliages de manganèse, notamment en Europe.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	14 276	11 222	8 526	13 341	35 658	33 089	-7,2%
Silico Manganèse (SiMn)	11 060	8 878	6 795	11 116	29 974	26 789	-10,6%
Manganèse Métal (Mn Métal)	3 216	2 344	1 731	2 225	5 684	6 300	10,8%
Exportations (en tonnes)	15 531	9 066	11 684	9 707	29 154	30 457	4,5%
Silico Manganèse (SiMn)	11 925	7 205	9 626	8 200	24 002	25 031	4,3%
Manganèse Métal (Mn Métal)	3 606	1 861	2 058	1 507	5 152	5 426	5,3%
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	11 852	6 710	7 713	6 410	20 812	20 832	0,1%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9 LES BTP

L'observé conjoncturel à fin septembre 2019 confirme le redressement de la branche BTP. En effet, la production vendue s'est consolidée de 41,6% à 61,2 milliards FCFA, tirée par le bâtiment et génie-civil. Ce regain d'activité est rattaché aux contrats liés à l'aménagement des voiries de Libreville, Franceville et Port-Gentil ; mais également à la réhabilitation de la voie ferrée dans la zone de Ntoum.

Evolution de l'activité des BTP

(En millions FCFA)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production vendue	18 418	16 685	25 330	19 228	43 263	61 243	41,6%
Bâtiment, Génie-Civil	12 185	14 329	20 987	14 138	34 065	49 454	45,2%
Lignes Eau, Electricité, Téléphone	6 233	2 356	4 343	5 090	9 199	11 789	28,2%
Masse salariale (en millions FCFA)	4 375	3 132	3 524	5 333	15 496	11 989	-22,6%
Effectifs (en nombre d'agents)	2 323	1 783	2 021	2 289	2 279	2 289	0,4%

Sources : enquête DGEPP

II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.10.1 L'ELECTRICITE

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2019, la production nette d'électricité a été de 1 790 Gwh, en augmentation de 2,5% en glissement annuel. Cette performance a été réalisée grâce à l'effet conjugué des efforts consentis pour la maintenance des centrales thermiques et du relèvement des achats auprès de la société de patrimoine.

Dans le même temps, les ventes facturées ont légèrement progressé de 1,7% à 1 285 Gwh sur la période d'analyse, en lien avec le regain d'activité des clients industriels et des services (près de 3%) et des facilités accordées aux ménages à faibles revenus. Corrélativement, le chiffre d'affaires hors cession a affiché une hausse de 5% pour un montant de 133,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production nette (en GWh)	585,7	612,2	618,9	559,2	1 747,3	1 790,3	2,5%
Production nette SEEG	458,4	474,5	476,9	443,4	1 364,0	1 394,8	2,3%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	127,3	137,8	142,0	115,8	383,2	395,6	3,2%
Volumes total facturés hors cession (GWh)	445,2	439,6	440,0	406,1	1 264,5	1 285,6	1,7%
Volumes facturés MT hors cession	165,4	163,1	154,5	145,4	449,5	462,9	3,0%
Volumes facturés BT hors cession	279,8	276,5	285,6	260,7	815,0	822,7	0,9%
CA Total hors cession (millions de FCFA)	45 062	45 949	45 155	42 225	127 021	133 329	5,0%
CA MT hors cession	13 465	13 855	13 209	12 800	37 439	39 864	6,5%
CA BT hors cession	31 597	32 094	31 946	29 425	89 581	93 465	4,3%

Source : enquête DGEPP

II.10.2 L'EAU

La production de l'eau potable s'est renforcée de 2,2% à près de 89 millions de m³, en raison d'une meilleure gestion des capacités de production. De plus, sous l'effet d'un accroissement de la demande, les ventes hors cession ont augmenté de 2,8% à 47,5 millions de m³.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,1% à 18,5 milliards FCFA, sous l'effet d'un relèvement du prix moyen hors cession (2,2%).

Evolution de l'activité de la branche eau

(En milliers de m3)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Production nette	29 334	29 565	30 500	28 932	87 119	88 998	2,2%
Ventes hors cession	15 491	15 994	16 223	15 285	46 206	47 502	2,8%
CA hors cession (en millions de FCFA)	6 035	6 210	6 322	5 955	17 594	18 488	5,1%

Source : enquête DGEFF

II.11 LE RAFFINAGE

Depuis le début de l'année 2019, la branche du raffinage de pétrole brut s'est caractérisée par la poursuite du recul de l'activité. Ainsi, le volume du brut traité a chuté de 30% pour se situer à 454 456 tonnes métriques à fin septembre 2019 contre 648 889 tonnes métriques à la même période en 2018, suite aux difficultés de livraison de pétrole par les principaux fournisseurs. On note néanmoins une hausse significative de la production sur les trois derniers mois, par rapport aux deux premiers trimestres.

Concomitamment, les ventes tant sur le marché local qu'à l'export ont enregistré des baisses significatives, à l'exception du turbine fuel 1 (+11,6%). Dans ce contexte, le chiffre d'affaires global s'est élevé à 146,2 milliards de FCFA contre 200,3 milliards de FCFA en 2018, soit un repli de 27%.

Evolution de l'activité de raffinage

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
TOTAL DU BRUT TRAITE	131 062	128 651	114 689	211 116	648 889	454 456	-30,0%
Compte propre (tonnes métriques)	131 062	128 651	114 689	211 116	648 889	454 456	-30,0%
VENTES DE SOGARA							
Butane (TM)	1 275	1 538	1 200	2 085	6 898	4 822	-30,1%
Super (m ³)	6 459	12 277	7 938	16 915	39 797	37 129	-6,7%
Pétrole lampant (m ³)	2 523	296	3 174	755	5 850	4 226	-27,8%
Jet A1 (m ³)	13 297	13 317	9 653	9 806	29 381	32 776	11,6%
Gasol moteur (m ³)	38 641	42 555	37 066	64 792	225 358	144 413	-35,9%
Résidu atmosphérique export (TM)	62 245	86 864	60 153	120 377	356 773	267 394	-25,1%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	41 571	43 863	37 539	64 836	200 306	146 239	-27,0%
Chiffre d'affaires intérieur	25 166	22 923	22 767	34 261	107 759	79 952	-25,8%
Chiffre d'affaires export	16 405	20 940	14 772	30 575	92 547	66 287	-28,4%

Sources : Sogara

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1 LE TRANSPORT AERIEN

Le transport aérien a affiché des résultats mitigés à fin septembre 2019. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 10,4%, avec 11 540 vols contre 12 873 rotations une année auparavant. Cette évolution est attribuable au départ de South Africa et aux difficultés de Transair Congo et ce, malgré le dynamisme de Afrijet Business Service et le retour de Camair Co.

Parallèlement, le nombre de passagers transportés a légèrement reculé à 588 710 passagers. A contrario, le volume de fret s'est apprécié de 2,0%, grâce au dynamisme de Solenta Aviation, Allied Air Limited, Corex international et Air France qui ont considérablement augmenté leur tonnage.

Evolution de l'activité du transport aérien

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Mouvements Avions Commerciaux	4 303	3 728	3 761	4 051	12 871	11 540	-10,3%
- Réseau domestique	1 606	1 271	1 456	1 374	5 610	4 101	-26,9%
- Réseau international	2 697	2 457	2 305	2 677	7 261	7 439	2,5%
Passagers	199 896	172 932	175 128	240 650	589 628	588 710	-0,2%
- Réseau domestique	42 425	36 407	40 247	42 548	139 521	119 202	-14,6%
- Réseau international	132 167	115 318	115 328	167 078	376 679	397 724	5,6%
- Transit	25 304	21 207	19 553	31 024	73 428	71 784	-2,2%
Volume du fret (en tonnes)	3 229	2 926	3 117	3 683	9 535	9 726	2,0%
- Réseau domestique	144	218	155	96	471	469	-0,5%
- Réseau international	3 084	2 709	2 962	3 586	9 064	9 257	2,1%

Source : ADL

II.12.2 LE TRANSPORT FERROVIAIRE

L'observé conjoncturel à fin septembre 2019 fait ressortir des indicateurs ferroviaires satisfaisants malgré les déraillements enregistrés en début d'année. Ainsi, le volume global de marchandises transportées par rail s'est apprécié de 26% à 5,2 millions de tonnes. La plupart des marchandises ont contribué à cette augmentation, à l'exception des grumes et des bois débités. De même, le transport des voyageurs par voie ferrée s'est stabilisé à 244 842 passagers.

Sur le plan commercial, les différentes prestations ont généré un chiffre d'affaires de 58 milliards de FCFA, en hausse de 18% par rapport à la même période en 2018.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Nombre de passagers	83 911	59 617	73 047	112 178	244 311	244 842	0,2%
Volume global des marchandises (en tonnes)	1 676 853	1 464 625	1 735 407	2 044 668	4 161 386	5 244 700	26,0%
Grumes	99 722	114 119	106 715	83 904	347 526	304 738	-12,3%
Bois débités	7 252	5 866	2 908	5 766	23 108	14 540	-37,1%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	5 262	9 500	18 128	24 819	14 382	52 447	264,7%
Manganèse	1 448 378	1 212 176	1 483 921	1 826 644	3 497 550	4 522 741	29,3%
Produits C2M	20 094	21 665	20 092	19 629	42 634	61 386	44,0%
Produits pétroliers	15 761	16 160	17 520	16 669	43 399	50 349	16,0%
Autres marchandises	20 819	16 412	27 561	11 041	22 732	55 014	142,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	18 509	16 598	19 047	22 376	49 153	58 021	18,0%

Source : SETRAG

II.13. LES TELECOMMUNICATIONS

La branche des communications a consolidé ses performances à fin septembre 2019. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone a progressé de 6,1% à 3,04 millions. Cette performance a été favorisée par le dynamisme des sociétés de téléphonie mobile. Il en est de même de l'internet haut débit avec la poursuite de son déploiement sur le territoire national (+3,2%).

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 10% à 165,1 milliards de FCFA, dans un contexte marqué par une réduction continue des tarifs des communications et des forfaits opérés par les opérateurs.

Evolution de l'activité des télécommunications

(En milliers)	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffres d'affaires (milliards de FCFA)	56,2	54,9	52,7	57,5	150,1	165,1	10,0%
Nombre d'abonnés au mobile	2 936,1	2 856,5	8 835,9	9 150,3	2 846,6	3 020,1	6,1%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	21,9	21,7	66,0	66,5	21,7	22,1	1,5%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 958,0	2 878,3	8 901,9	9 216,8	2 868,3	3 042,1	6,1%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM	2 204,0	1 939,9	5 843,3	6 154,0	2 141,1	2 036,6	-4,9%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	17,1	17,1	52,5	53,0	17,0	17,5	3,2%
Masse salariale (milliards de FCFA)	5,1	2,9	3,4	3,3	15,9	9,6	-39,7%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	696	685	680	679	696	679	-2,4%

Source : Enquête DGEPPF

II.14. LE COMMERCE

II.14.1 LE COMMERCE GENERAL STRUCTURE

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2019, l'activité de la branche du commerce général structuré a enregistré une très légère baisse de 0,3%. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est situé à 247,4

milliards FCFA. La vigueur des structures de petite taille évoluant dans le secteur informel continue d'impacter négativement le secteur.

Evolution du commerce général structuré

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	89,4	77,0	82,7	87,7	248,2	247,4	-0,3%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.14.2 LE COMMERCE DES VEHICULES NEUFS

• **Véhicules utilitaires**

Les ventes de véhicules neufs ont progressé de près de 12% pour s'établir à 2 052 unités au 30 septembre 2019. Cette embellie résulterait de la reprise des commandes de la part de l'Etat, du secteur minier et de quelques opérateurs privés.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Nombre de véhicules vendus	678	700	675	677	1 833	2 052	11,9%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

• **Véhicules industriels**

Après neuf mois d'activité en 2019, le négoce des véhicules industriels a généré un chiffre d'affaires de 23,4 milliards de FCFA, en nette hausse de 58,4% par rapport à la même période en 2018. Cette embellie résulte des marchés obtenus/exécutés au cours de l'année avec les secteurs des mines, transports et les BTP.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	8,6	7,4	7,2	8,9	14,8	23,4	58,4%

Source : Tractafic Equipement

II.14.3 LE COMMERCE DES PRODUITS PETROLIERS

A fin septembre 2019, les ventes cumulées des produits pétroliers raffinés se sont chiffrées à 484 797 tonnes métriques, en hausse de 3,1%. Cette performance est liée à l'augmentation de la distribution de gasoil et de kérosène. De même, on note la montée en gamme dans l'offre de lubrifiants, assortie d'un repositionnement sur le marché par certains opérateurs.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Volumes vendus (en tonnes métriques)	163 883	156 256	157 271	171 270	470 353	484 797	3,1%
<i>dont Gasoil</i>	117 082	112 802	113 562	120 575	332 871	346 939	4,2%
<i>Supercarburant</i>	20 877	19 478	19 952	20 331	58 781	59 761	1,7%
<i>Kérosène</i>	7 861	6 762	6 224	10 478	22 093	23 464	6,2%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.14.4 LE COMMERCE DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

En glissement annuel, le commerce des produits pharmaceutiques s'est contracté de 1,9% à fin septembre 2019, pour un chiffre d'affaires de 44,3 milliards de FCFA. Cette baisse s'explique essentiellement par la renégociation par la CNAMGS du pourcentage de prise en charge de ses assurés.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,9	15,3	14,5	14,5	45,2	44,3	-1,9%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15.LES AUTRES SERVICES

II.15.1 LES SERVICES RENDUS AUX PARTICULIERS

Au terme des neuf premiers mois d'activité en 2019, les services rendus aux particuliers ont généré un chiffre d'affaires de 32,2 milliards contre 31,6 milliards en 2018, soit une croissance de 2% qui découle de l'optimisation des actions commerciales des maisons de jeux et loisirs.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 574	11 155	10 799	10 960	31 565	32 194	2,0%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.2 LES SERVICES DE REPARATION MECANIQUE

A fin septembre 2019, l'activité des services de mécanique générale est restée stable, le chiffre d'affaires s'établissant à près de 10,8 milliards FCFA. Cette situation est liée à la faiblesse de la demande, en liaison avec la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 063	3 663	3 450	3 647	10 770	10 760	-0,1%

Sources : enquête DGEPP

II.16. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

A fin septembre 2019, le secteur de l'hôtellerie, restauration et le tourisme se caractérise par une faible activité. Cette situation est justifiée principalement par la faible tenue d'événements d'envergure en sus de la vétusté de certains établissements.

Aussi le niveau des indicateurs reste proche de celui de 2018 sur la même période. Seul le taux d'occupation enregistre un gain de 4,39 points suite aux rotations effectuées par des délégations étrangères (1 mois).

Sur le plan commercial, la stabilité du chiffre d'affaires à 10,51 milliards FCFA, découle des activités événementielles en expansion et dont la hausse a été de 26,72%.

Évolution de l'activité de l'hôtellerie et restauration

	4T18	1T19	2T19	3T19	Neuf premiers mois		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	3.908	3.57	3.203	3.737	10.512	10.51	-0.02%
Hébergement	2.604	2.156	2.042	2.238	6.505	6.436	-1.06%
Restauration	1.18	1.071	1.026	1.332	3.498	3.429	-1.97%
Autres	0.124	0.343	0.135	0.167	0.509	0.645	26.72%
Chambres occupées (en nombre)	30 527	23 958	24 551	26 116	78 981	74 625	-5.52%
Taux d'occupation (en %)	36.47	36.06	42.61	31	32.17	37	4.39
Prix moyen/chambre (FCFA)	80 842	77 901	83 844	77 649	78 883	79 798	1.16%

Sources : enquête DGEFP

II.17. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 L'ANALYSE BILANCIELLE

Au 30 septembre 2019, le total agrégé des bilans des banques a augmenté de 4,2% à 2 695 milliards de FCFA contre 2 585,8 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse conjointe des dépôts de la clientèle (+3,4%) et des capitaux permanents (+6,8%).

Dans ce contexte, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 136,6% au 30 septembre 2018 à 146,1% en septembre 2019. De même, les créances en souffrance ont baissé de 3,1% pour s'établir à 235,1 milliards de FCFA à fin septembre 2019 contre 242,6 milliards un an plus tôt.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/09/2017	30/09/2018	30/09/2019	2018/2019
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 830,5	2 071,3	2 141,8	3,4%
Crédits bruts	1 647,0	1 675,3	1 630,1	-2,7%
Créances en souffrance	226,1	242,6	235,1	-3,1%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	114,7	158,7	163,9	3,3%
CREDITS NETS	1 532,4	1 516,6	1 466,2	-3,3%
CAPITAUX PERMANENTS	323,2	290,7	310,5	6,8%
VALEURS IMMOBILISEES	221,6	182,9	251,6	37,6%
AUTRES POSTES NETS	40,3	51,5	23,5	-54,4%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	440,1	714,0	758	6,2%
TOTAL DU BILAN	2 492,7	2 585,8	2 695,0	4,2%

Sources : COBAC

II.17.2 LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

II.17.2.1 LES RESSOURCES COLLECTEES

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont enregistré une progression de 3,4% à 2 141,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019, tirée par la hausse simultanée des comptes à vue et des autres comptes. Les ressources à vue ont augmenté de 10,1% à 1 395,5 milliards de FCFA. Les ressources à vue ont représenté 65,2% du total des dépôts contre 61,2% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 582,5 milliards de FCFA en septembre 2019 contre 703,8 milliards en septembre 2018, en baisse de 17,2%, et représentant 27,2% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	30/09/2017	30/09/2018	30/09/2019	2018/2019
Comptes à vue	1 198,8	1 267,1	1 395,5	10,1%
Comptes à terme	536,3	683,9	560,9	-18,0%
Comptes de dépôts à régime spécial	18,4	19,9	21,6	8,5%
Autres comptes	63,5	83,2	152,4	-
Dettes rattachées	13,5	17,2	11,4	-33,7%
TOTAL DES DEPOTS	1 830,5	2 071,3	2 141,8	3,4%

Sources : COBAC

A fin septembre 2019, les dépôts publics ont baissé de 7,4% à 145,9 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 6,8% du total des dépôts collectés contre 7,6% à la fin septembre 2018. De même, les dépôts du secteur privé non financier ont fléchi de 2,3% à 1 686,8 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/09/2017	30/09/2018	30/09/2019	2018/2019
Dépôts publics	280,3	157,5	145,9	-7,4%
Dépôts des entreprises publiques	26,9	62,0	82,4	32,9%
Dépôts privés	1 411,5	1 726,8	1 686,8	-2,3%
Dépôts des non-résidents	34,8	24,5	62,9	-
Dépôts non ventilés	77,0	100,5	163,8	63,0%
TOTAL DES DEPOTS	1 830,5	2 071,3	2 141,8	3,4%

Sources : COBAC

II.17.2.2 LES CREDITS DISTRIBUES

Au 30 septembre 2019, les crédits bruts distribués ont reculé de 2,7% à 1 630,1 milliards de FCFA contre 1 675,3 milliards un an auparavant. Cette évolution est essentiellement imputable à la baisse des crédits accordés à l'Etat.

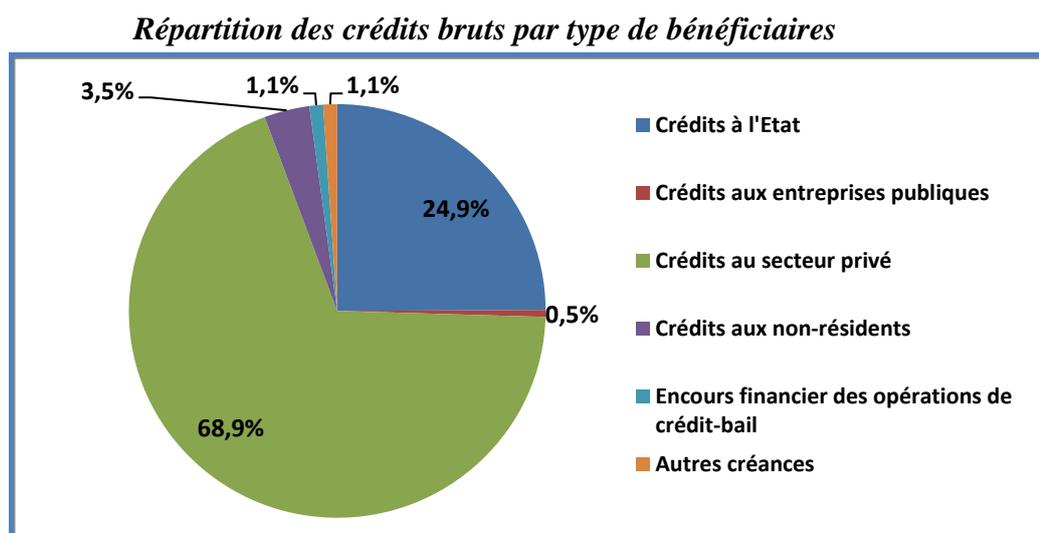
En effet, les crédits octroyés aux administrations publiques ont connu un recul de 18,4% à 406,2 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019. Ceux-ci ont représenté 24,9% de l'ensemble des crédits bruts distribués. En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont cru de 4,6% à 1 122,8 milliards de FCFA en septembre 2019. Ils ont représenté 68,9% du total des crédits contre 64,1% en septembre 2018. Les crédits consentis aux entreprises publiques qui ont représenté 0,5% du total des crédits bruts, ont régressé de 43,9% à 8,8 milliards de FCFA à fin de septembre 2019.

Enfin, on note une hausse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'est élevé à 17,3 milliards de FCFA en septembre 2019 contre 15,7 milliards un an plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/09/2017	30/09/2018	30/09/2019	2018/2019
Crédits à l'Etat	510,8	497,7	406,2	-18,4%
Crédits aux entreprises publiques	29,5	15,7	8,8	-43,9%
Crédits au secteur privé	1 023,9	1 073,8	1 122,8	4,6%
Crédits aux non-résidents	59,4	50,1	57,4	14,6%
Encours financier des opérations de crédit-bail	4,6	15,7	17,3	10,2%
Autres créances	18,8	22,3	17,6	-21,1%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 647,0	1 675,3	1 630,1	-2,7%

Sources : COBAC



II.18 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin septembre 2019, deux établissements financiers (Alios Finance Gabon et Finatra) ayant pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement ont été recensés.

II.18.1 LES RESSOURCES

A fin septembre 2019, les ressources des établissements financiers ont enregistré un fléchissement de 10,9% à 36,6 milliards de FCFA, essentiellement imputable à l'arrêt de la production d'un des établissements financiers.

Au niveau des composantes, on note un repli de la dette bancaire (-10,3% à 25 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-12,0 % à 11,7 milliards de FCFA).

Evolution des ressources au troisième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

	3 ^e trimestre 2018	3 ^e trimestre 2019	Var 2019/2018
Capitaux propres	13,3	11,7	-12,0%
Dettes bancaires	27,8	25,0	-10,3%
Ressources	41,1	36,6	-10,9%

Source : établissements financiers

II.18.2 LES EMPLOIS

Au troisième trimestre 2019, les emplois se sont contractés de 11,6% à 22,1 milliards de FCFA, résultant essentiellement de la baisse des crédits-bails (-7,3 % à 17,3 milliards de FCFA), en dépit de la forte hausse du crédit à court terme (passant de 1,2 milliard à 2,6 milliards de FCFA).

Ce net recul de la production s'explique essentiellement par la non compensation de plusieurs contrats de crédit-bail arrivés à terme.

Evolution des emplois au troisième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

	3 ^e trimestre 2018	3 ^e trimestre 2019	Var 2019/2018
Crédits à court terme	1,2	2,6	-
Crédits à moyen terme	5,2	2,2	-58,0%
Crédits à long terme	-	-	-
Crédits-bails	18,7	17,3	-7,3%
Total	25,0	22,1	-11,6%

Source : établissements financiers

II.18.2.1 INVESTISSEMENTS ET CREANCES IMPAYEES

Au cours de la période sous revue, aucun investissement n'a été réalisé. Par ailleurs, on note une très légère baisse des créances impayées de 1,8% à 4,1 milliards de FCFA à fin septembre 2019, traduisant l'effort de remboursement de la dette publique.

Evolution des emplois au troisième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	3 ^e trimestre 2018	3 ^e trimestre 2019	Var 2019/2018
Investissements	0,0	0,0	-
Titre de participation	-	-	-
Créances impayées	4,2	4,1	-1,8%

Source : établissements financiers

II.19 LE SECTEUR DES ASSURANCES

Sur les neuf premiers mois de 2019, l'activité du pôle assurances a enregistré une croissance du volume de primes encaissées, avec un chiffre d'affaires consolidé, en forte progression de 10,5% à 53,49 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2018, sous l'effet conjugué d'une hausse soutenue des émissions Non Vie et Vie/capitalisation.

Toutefois, on note que cette croissance bien que supérieure, elle n'a pas atteint le volume historique de primes collectées au cours des neuf premiers mois de l'année 2016 qui s'évaluent à 73,14 milliards.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur des Assurances des neuf premiers mois 2018 et 2019

(En milliards de FCFA)	Neuf premiers mois			Répartition du C.A par branche en 2019
	2018	2019*	2019/2018	
Branche				
Non Vie	34,89	39,23	12,4%	73%
Vie	13,51	14,27	5,6%	27%
Total	48,40	53,49	10,5%	100%

Sources : Groupes OGAR, NSIA, SAHAM, SUNU IARD et la compagnie AXA ;
Données non disponibles pour les Sociétés « ASSINCO, SAHAM VIE et AG GABON »

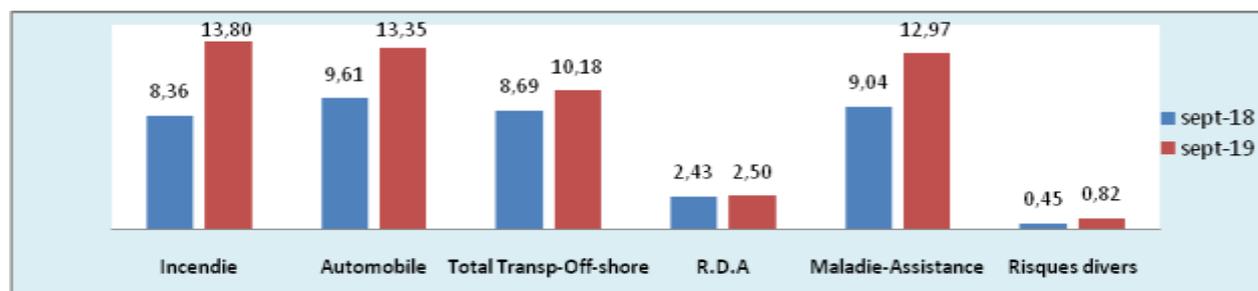
II.19.1 LA BRANCHE NON VIE

La collecte pour le compte de la branche Non Vie a augmenté de 12,4 % pour s'établir à 39,23 milliards au troisième trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018. Cette évolution est la résultante d'une croissance plus forte des segments qui ont tiré l'activité, particulièrement

« l'automobile » (+38,9% à 13,35 milliards), « Total transports/ Offshore » (+17,1% à 10,18 milliards) et « Maladie/Assistance » (43,5% à 12,97 milliards). Cette branche représente 73% de l'encours des primes du secteur.

Ainsi, 60% du chiffre d'affaires du secteur est détenu par les groupes OGAR, SAHAM et la société AXA sur la période.

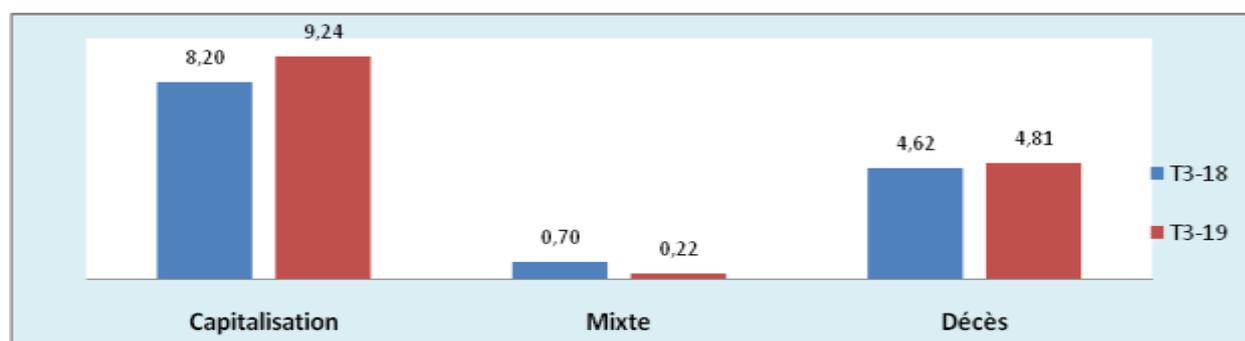
Evolution des cotisations par segment aux 3ème Trimestres 2018 et 2019 (en milliards de FCFA)



II.19.2 LA BRANCHE VIE ET CAPITALISATION

Le chiffre d'affaires de l'activité Vie et capitalisation a augmenté de 5,6% à 14,27 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018. Cette performance s'explique par l'accroissement des souscriptions des contrats dans les segments « Capitalisation » (+12,68% à 9,24 milliards), « Décès » (+4,1% à 4,81 milliards). Ces deux segments ont détenu environ 67% du total des émissions de la branche. Celle-ci représente 27% du total des primes du secteur.

Evolution des cotisations par segment aux 3ème Trimestres 2018 et 2019 (en milliards de FCFA)



II.19.3 LES COMMISSIONS VERSEES AUX COURTIERES

Le montant total des commissions versées aux courtiers d'assurance s'est accru de 11,5% pour se situer à 4,76 milliards de FCFA à fin septembre 2019 par rapport à la même période en 2018, grâce à l'augmentation du nombre de nouveaux contrats.

En Non Vie, les commissions versées se sont appréciées de 11,4% pour s'établir à 4,20 milliards à fin septembre 2019 par rapport à la même période en 2018. Parallèlement, les commissions versées pour le compte des activités Vie ont augmenté de 12% à 558 millions de FCFA à fin septembre 2019.

II.19.4 LES SINISTRES REGLES

La charge totale des sinistres payés a progressé de 0,7% pour s'établir à 17,78 milliards de FCFA à fin septembre 2019 par rapport à la même période en 2018, portée par la croissance du segment Non Vie.

La branche Non Vie représente environ 73% des sinistres réglés du secteur. La charge des prestations a légèrement augmenté de 44,2% pour s'établir à 13,01 milliards de FCFA, à fin septembre 2019 par rapport à la même période en 2018. En revanche, les indemnités de la branche Vie et capitalisation ont enregistré une diminution de 44,8% à 4,77 milliards à fin septembre 2019 par rapport à la même période en 2018. Les règlements de cette branche représentent environ 27% des sinistres payés du secteur.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2019

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au troisième trimestre, nous observons une désinflation. En effet, sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2019, **le taux d'inflation moyen annuel**, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (HIPC) des ménages, **a enregistré une baisse à 2,5% contre 4,2% sur la même période en 2018**. En glissement annuel, les prix ont régressé de 0,9% contre 5,4% en septembre 2018.

Cette évolution, comparativement à l'année 2018, s'explique principalement par la baisse des prix de la quasi-totalité des fonctions à l'exception des postes « Article d'habillement et chaussures » (+2,6% contre +1,5% en 2018), « Boissons alcoolisées et tabac » (+1,3% contre +1,0%).

La stabilisation du taux d'inflation des « **Produits alimentaires et boissons alcoolisées** » (+2,4% contre +2,6%) résulte du maintien des mesures de lutte contre la vie chère et d'encadrement des prix mises en place par les autorités. Néanmoins, cette situation a été jugulée avec l'accroissement des prix des « *Légumes et tubercules* » (+12,9% contre +4,6%), provenant de la faiblesse de l'offre de ces produits agricoles sur le marché.

La tendance baissière des prix du **Transport** (+2,4% contre +7,7%) est essentiellement attribuable à la baisse des prix à la pompe des produits pétroliers sur la période. En effet, le taux d'inflation du prix du litre est passé, pour l'essence de 12,1% sur les premiers mois de l'année 2018 à 3,9%, et pour le gazole de 15,9% à 7,6%.

Dans le même temps, on note la baisse considérable de l'inflation des « **Communications** » (+5,2% contre +14,4%), des « **Loisirs et Culture** » (+0,5% contre +6,2%), des « **Restaurants & Hotels** » (-1,8% contre +3,6%) et de la « **Santé** » (+0,6% contre +4,7%).

En conséquence, le **taux d'inflation sous-jacente a régressé** de 2,7%, soit un repli de deux (2) points par rapport à la même période en 2018.

En somme, la tendance baissière observée du taux d'inflation le situe en-dessous de la norme communautaire de 3% durant les neuf (9) premiers mois de l'année 2019. Par conséquent, si cette tendance est maintenue sur le dernier trimestre, on peut envisager que le critère de convergence soit respecté pour l'année 2019.

Evolution de l'Indice Harmonisé du Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestrielle (en %)			Janvier - Septembre				Glissement mensuel (%)
		2019			Indice moyen		Variation (%)		
		T1	T2	T3	2018	2019	2018	2019	
INDICE GLOBAL	10000	4,7	2,0	1,0	139,0	142,5	4,2	2,5	0,9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	5,6	1,8	0,1	143,0	146,4	2,6	2,4	-0,3
<i>Pains et céréales</i>	<i>673</i>	<i>9,4</i>	<i>3,4</i>	<i>-4,1</i>	<i>134,3</i>	<i>137,9</i>	<i>4,0</i>	<i>2,7</i>	<i>-6,9</i>
<i>Viandes</i>	<i>720</i>	<i>-0,2</i>	<i>-3,9</i>	<i>-3,7</i>	<i>130,5</i>	<i>127,0</i>	<i>-2,6</i>	<i>-2,6</i>	<i>-4,0</i>
<i>Poissons et fruits de mer</i>	<i>446</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,8</i>	<i>-2,2</i>	<i>191,8</i>	<i>189,1</i>	<i>2,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,4</i>
<i>Lait, fromage et œufs</i>	<i>243</i>	<i>0,3</i>	<i>2,1</i>	<i>2,7</i>	<i>129,0</i>	<i>131,2</i>	<i>2,1</i>	<i>1,7</i>	<i>3,0</i>
<i>Huiles et graisses</i>	<i>183</i>	<i>-0,1</i>	<i>-5,9</i>	<i>-6,8</i>	<i>132,4</i>	<i>126,8</i>	<i>0,9</i>	<i>-4,2</i>	<i>-4,9</i>
<i>Légumes et tubercules</i>	<i>534</i>	<i>19,8</i>	<i>10,9</i>	<i>8,9</i>	<i>153,8</i>	<i>173,7</i>	<i>4,6</i>	<i>12,9</i>	<i>7,0</i>
Boissons alcoolisées et tabac	185	0,9	0,7	2,3	126,7	128,4	1,0	1,3	2,0
Articles d'habillement et chaussures	794	1,4	2,7	3,7	139,7	143,4	1,5	2,6	4,1
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	5,0	2,7	1,7	145,2	149,7	3,9	3,1	1,8
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	2,0	-0,7	-0,8	128,1	128,3	3,9	0,1	-0,6
Santé	357	5,9	-0,9	-3,4	105,6	105,6	4,7	0,1	-3,5
Transports	990	5,1	1,8	0,4	159,8	163,6	7,7	2,4	0,4
Communications	355	10,6	5,2	0,1	70,3	73,9	14,4	5,2	-1,2
Loisirs et cultures	503	0,5	0,5	0,8	128,5	129,3	6,2	0,6	1,4
Enseignement	170	24,3	25,0	25,1	152,5	190,3	29,7	24,8	25,4
Restaurants et hôtels	466	2,4	-3,4	-4,0	134,8	132,4	3,6	-1,8	-3,7
Biens et services divers	275	0,3	0,2	0,3	150,0	150,4	2,1	0,3	0,1
<i>Inflation sous-jacente</i>		<i>4,1</i>	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>133,2</i>	<i>136,6</i>	<i>4,6</i>	<i>2,6</i>	<i>1,8</i>

Source : DGS, DGEPP

III.2. L'EMPLOI PUBLIC

A fin septembre 2019, les effectifs du secteur public (fonction publique et main d'œuvre non permanente) sont en augmentation de 3,7% par rapport à la même période en 2018 et s'établissent à 103 703 agents.

Cette variation est expliquée essentiellement par la prise en compte des 1 700 agents de la sécurité pénitentiaire recrutés en 2016 et intégrés en juin 2019.

Ces opérations de régularisation dans la fonction publique risquent d'atténuer les effets des efforts du Gouvernement visant à ramener la masse salariale à un niveau soutenable.

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs du public	2018	2019			Janvier - Septembre		
	T4	T1	T2	T3	2018	2019	Var 19/18
Fonction publique	85 610	82 771	89 913	89 209	85 776	89 209	4,0%
MONP	14 026	14 339	14 388	14 494	14 231	14 494	1,8%
Total *	99 636	97 110	104 301	103 703	100 007	103 703	3,7%

Source : DGEPP *hors collectivités locales

Aussi, les effectifs de la main d'œuvre non permanente ont enregistré une légère augmentation (+1,8%) en septembre 2019, pour s'établir à 14 494 agents. Cette variation est liée à une meilleure comptabilisation des agents publics de cette catégorie.

III.3. LES SALAIRES

Les efforts de maîtrise de dépenses de personnel se sont poursuivis à fin septembre 2019. La masse salariale a de nouveau baissé de 2,2% à 517,5 milliards FCFA.

Le repli de cette dépense provient du recul de 2,2% de la solde permanente à 473,9 milliards de FCFA et celle de la main d'œuvre non permanente de -8,0% à 31,7 milliards FCFA. Cette maîtrise de la masse salariale est consécutive aux mesures relatives aux contrôles de présence au poste et l'actualisation du fichier des agents publics, à l'encadrement renforcé des recrutements et à la mise en retraite systématique des agents atteints par la limite d'âge.

En dépit de l'évolution des effectifs dans les administrations prioritaires liée à la mise en présalaire de certains agents de force de sécurité et de défense, de l'éducation nationale, la masse salariale ne devrait pas connaître, en projection annuelle, une accélération de son niveau global.

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	2018	2019			Janvier-Septembre		
	T4	T1	T2	T3	2018	2019	Var 2019/2018
Solde Permanente	157,7	156,4	158,5	158,9	484,6	473,9	-2,2%
MONP	9,5	8,3	15,4	8,0	34,5	31,7	-8,0%
Autres	4,6	3,4	4,0	4,5	10,2	11,9	17,1%
Total	171,8	168,1	178,0	171,4	529,2	517,5	-2,2%

Sources : DGCPT, * hors MONP et collectivités locales

III.4. LE BUDGET DE L'ETAT

III.4.1. LES SOLDES BUDGETAIRES

L'exécution du budget au terme des neuf premiers mois de l'année 2019 a généré un excédent sur l'ensemble des soldes budgétaires (primaire, base ordonnancements et base caisse). En effet, pour la troisième année consécutive, le solde primaire a été excédentaire de 308,2 milliards FCFA à fin septembre 2019, en consolidation par rapport aux années antérieures. L'embellie du solde primaire résulte de l'accroissement des recettes budgétaires (+10,3%) dans un contexte de maîtrise des dépenses primaires (-5,2%).

Après quatre années de déficit, le solde base ordonnancements, incluant la charge de la dette publique, est redevenu excédentaire à 162,4 milliards de FCFA au terme des neuf premiers mois de l'année 2019. Cette situation s'explique par l'accroissement des recettes budgétaires et la diminution des dépenses budgétaires.

A fin septembre, le solde base caisse a aussi renoué avec un excédent, après quatre années de déficit. En effet, le solde base caisse a affiché un excédent de 108,7 milliards de FCFA contre un déficit de 87,0 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Le retournement de situation s'est fait dans un contexte d'excédent du solde base engagement et d'efforts entrepris pour diminuer la variation des arriérés.

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre 2019		
	2018	2019			2018	2019	Variations
	T4	T1	T2	T3			
Recettes pétrolières	133,1	100,3	224,9	208,3	450,4	533,5	18,4%
Recettes hors pétrole*	206,3	283,9	343,4	311,5	884,4	938,8	6,2%
Recettes totales	339,4	384,2	568,2	519,8	1 334,7	1 472,3	10,3%
Dépenses de fonctionnement	213,3	243,6	278,4	292,1	831,8	814,0	-2,1%
Dépenses d'investissement	79,6	11,2	32,0	121,0	168,1	164,2	-2,3%
Autres dépenses	38,8	63,7	63,6	58,6	228,3	185,8	-18,6%
Dépenses primaires	331,7	318,4	374,0	471,7	1 228,2	1 164,0	-5,2%
Intérêts sur la dette	75,9	32,2	78,0	35,6	149,2	145,8	-2,3%
Solde primaire	7,7	65,8	194,3	48,2	106,5	308,2	189,5%
Solde base ordonnancements	-68,1	33,6	116,3	12,6	-42,7	162,4	-
Variations des arriérés	28,3	-49,7	-52,8	48,8	-44,3	-53,7	-
Solde base caisse	-39,8	-16,1	63,5	61,4	-87,0	108,7	-

Source : DGCPT, * y compris les recettes comptes spéciaux

III.4.2. L'EXECUTION DES RECETTES

Au terme des neuf premiers mois de l'année, 1 472,3 milliards de FCFA ont été collectés (soit 69,7% des prévisions annuelles) contre 1 334,7 milliards à la même période en 2018. Cette embellie est imputable à l'accroissement conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières.

III.4.2.1 LES RECETTES PETROLIERES

Sur une prévision de 731,6 milliards de FCFA dans la loi de finances 2019, 72,9% des recettes pétrolières ont été collectés. Comparativement à la même période en 2018, les recettes pétrolières ont augmenté de 18,4%, du fait de la hausse de la production pétrolière et de l'appréciation du taux de change dollar/Francs CFA, nonobstant la diminution des cours du baril du pétrole.

Par rapport à l'objectif annuel de chaque catégorie de recettes pétrolières, un dépassement de 34,1 points a été enregistré au niveau des transferts SOGARA. La redevance minière proportionnelle, quant à elle, a été exécutée à plus de 70% ; alors que les autres recettes pétrolières ont sensiblement exécuté à plus de la moitié de l'objectif fixé dans la loi de finances (53,9%).

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Neuf premiers mois		
	2018	2019			2018	2019	Variations
	T4	T1	T2	T3			
Impôts sur les sociétés	10,7	4,8	67,0	27,1	75,9	98,9	30,4%
Redevance Minière Proportionnelle	88,3	53,5	86,0	90,5	179,2	230,1	28,4%
Autres	24,5	21,7	54,8	65,9	131,2	142,4	8,5%
Transferts SOGARA	9,5	20,2	17,0	24,9	64,1	62,1	-3,1%
Total des recettes pétrolières	133,1	100,3	224,9	208,3	450,4	533,5	18,4%

Source : DGCPT

III.4.2.2 LES RECETTES HORS PETROLE

Arrêtées à 1 381,9 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les recettes hors pétrole se sont établies à 938,8 milliards de FCFA au terme des neuf premiers mois de l'année, soit un taux d'exécution de 67,9%. Leur consolidation (+6,2%) comparativement à celles collectées à la même période en 2018, résulte essentiellement des performances réalisées en matière de recouvrement des droits de douanes et des impôts directs (impôts sur les sociétés et impôts sur les personnes physiques), nonobstant le recul des autres recettes.

Par rapport à l'objectif annuel de chaque composante, il ressort un dépassement au niveau des autres recettes (+45,7 points des prévisions). L'exécution des autres composantes par rapport à la LF 2019 se décline comme suit : 76,2% pour les impôts directs (77,5% pour l'impôt sur les sociétés et 73,6% pour l'impôt sur les personnes physiques), 72,5% pour les recettes des comptes spéciaux, 70,7% pour les droits de douane et 30,5% pour les taxes sur biens et services (dont 25,9% pour la TVA).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Neuf premiers mois		
	2018	2019			2018	2019	Variations
	T4	T1	T2	T3			
Droits de douanes	64,9	65,3	63,5	93,0	189,8	221,8	16,8%
Taxes sur les biens et services	23,1	36,0	59,7	29,9	124,7	125,6	0,7%
<i>dont TVA</i>	<i>12,3</i>	<i>23,7</i>	<i>47,4</i>	<i>15,5</i>	83,1	86,6	4,2%
Impôts directs	64,0	119,2	144,7	46,0	233,8	309,9	32,5%
Autres recettes	39,3	47,8	45,5	107,6	257,7	201,0	-22,0%
Recettes hors comptes spéciaux	191,3	268,2	313,4	276,6	806,0	858,2	6,5%
Recettes comptes spéciaux	15,0	15,7	29,9	35,0	78,3	80,6	2,9%
Total des recettes hors pétrole	206,3	283,9	343,4	311,5	884,4	938,8	6,2%

Source : DGCPT

III.4.3. LES DEPENSES BUDGETAIRES

A fin septembre 2019, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré une diminution de 4,9% pour s'établir à 1 309,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 64,9% des prévisions. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), les dépenses budgétaires ont baissé de 5,2% à 1 164,0 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.4.3.1 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Budgétisées à 1 206,7 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 814,0 milliards de FCFA de janvier à septembre 2019, soit un taux de réalisation de 67,5%. Comparativement à la même période en 2018, elles ont baissé de 2,1% suite au repli conjoint des dépenses de personnel et des dépenses en biens.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 517,5 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 76,9% de l'objectif annuel. Comparativement au neuf premiers mois de l'année précédente, malgré l'accroissement des autres dépenses de personnel (+1,7 milliard de FCFA), elles ont diminué de 2,2% du fait de la maîtrise de l'évolution de la solde permanente (-10,7 milliards de FCFA), de la diminution du traitement de la main d'œuvre non permanente (-2,8 milliards de FCFA) en lien avec la mise en œuvre des mesures gouvernementales visant la maîtrise de la masse salariale.

Sur une dotation de 288,5 milliards de FCFA, les dépenses en biens et services se sont établies à 122,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 42,3%. Ce titre est en repli de 6,6% à fin septembre 2019 comparativement au niveau atteint de janvier à septembre 2018 en lien avec la baisse des dépenses de la consommation de l'électricité et de l'eau (-5,4 milliards de FCFA), à la contraction des dépenses liées aux autres biens et services (-3,2 milliards de FCFA) et à la stabilité des dépenses relatives à l'utilisation du téléphone et de l'internet.

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont, quant à elles, été exécutées à hauteur de 174,3 milliards de FCFA, soit 71,0% de l'autorisation budgétaire. Elles se sont renforcées

de 1,5% suite à l'augmentation des autres transferts et interventions +18,6 milliards de FCFA), nonobstant la baisse des fonds de souveraineté (-9,8 milliards de FCFA) et du soutien des prix des carburants (-6,3 milliards de FCFA).

III.4.3.2 LA CHARGE DE LA DETTE

Arrêtées à 255,6 milliards de FCFA dans la loi de finances 2019, les dépenses liées à la charge de la dette publique ont été exécutées à hauteur de 145,8 milliards de FCFA, soit 57,0% de l'enveloppe budgétaire. Comparativement à l'année précédente, elles ont baissé de 2,3% du fait de la diminution du règlement des intérêts sur la dette intérieure (-5,7 milliards de FCFA).

III.4.3.3 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Au terme des neuf premiers mois de l'année, l'exécution des dépenses d'investissement a été en baisse de 2,3% à 164,2 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2018. Ce repli résulte de la baisse des prêts projets (-52,1 milliards de FCFA) non compensée par la hausse du financement sur ressources propres (+48,2 milliards de FCFA).

Par rapport au plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances, les dépenses en capital enregistrent un taux d'exécution de 43,1%. Ce taux d'exécution est de 56,3% pour les dépenses en capital financées sur ressources propres et de 32,1% pour ceux financées sur ressources extérieures.

III.4.3.4 LES AUTRES DEPENSES

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 185,8 milliards de FCFA de janvier à septembre 2019 contre 228,3 milliards de FCFA à la même période une année plus tôt. La baisse de 18,6% de ces dépenses s'explique par le repli des « prêts nets y compris prise de participations » de-41,1 milliards de FCFA, le repli des dépenses du Fonds National pour le Développement du Sport (-3,9 milliards de FCFA) et des dépenses comptes spéciaux (-14,1 milliards de FCFA), malgré le renforcement des autres composantes notamment celles relatives à la CNAMGS et à l'entretien routier.

III.5. LA DETTE PUBLIQUE

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2019, l'exécution de la dette indique une hausse substantielle des règlements notamment extérieurs, une chute des tirages sur financement extérieur et une quasi-stabilité de l'encours par rapport à la même période en 2018.

III.5.1 LE REGLEMENT DE LA DETTE

A fin septembre 2019, le règlement de la dette s'est élevé à 558,2 milliards de Fcfa. Il est en hausse de 17% par rapport à la même période en 2018. Ces efforts de paiement ont été particulièrement observés sur la dette extérieure (+30,4%), représentant 61,6% des règlements de la période à 344 milliards de Fcfa contre 214,2 milliards de Fcfa de paiement de la dette intérieure.

Le règlement de 344 milliards de la dette extérieure provient de la dette multilatérale (112,2 milliards de FCFA), commerciale (136,2 milliards de Fcfa), bilatérale (53,5 milliards de Fcfa) et marché financier international (42,1 milliards de FCFA).

S'agissant des règlements de la dette intérieure, l'augmentation (+0,4%) est expliquée par les efforts de paiements de la dette bancaire (+61%) et celle du marché financier régional (+10,9%), soit 89,7% du montant total payé sur la dette intérieure.

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre			
	2018	2019			2018	2019	Poids	Var 19/18
	T4	T1	T2	T3				
Dette extérieure	92,3	52,2	148,8	143,0	263,7	344,0	61,6%	30,4%
Multilatérale	9,8	14,1	54,4	43,6	43,8	112,2	20,1%	155,8%
Bilatérale	9,9	19,5	15,4	18,7	57,1	53,5	9,6%	-6,2%
Commerciale	32,3	18,6	36,9	80,7	122,5	136,2	24,4%	11,2%
Marché financier International	40,4	-	42,1	0,0	40,4	42,1	7,5%	4,3%
Dette intérieure	70,9	26,6	89,3	98,2	213,3	214,2	38,4%	0,4%
Bancaire	20,0	24,8	27,6	42,7	59,1	95,1	17,0%	61,0%
Moratoires	26,6		20,0	-	64,0	20,0	3,6%	-68,8%
Divers	-	-	-	2,0	2,6	2,0	0,4%	-23,1%
Marché financier Régional	24,3	1,8	41,7	53,5	87,6	97,1	17,4%	10,9%
Total	163,3	78,9	238,1	241,2	477,0	558,2	100,0%	17,0%

Source : DGD

III.5.2 L'EVOLUTION DES TIRAGES SUR FINANCEMENTS

Les tirages ont fortement baissé sur les neufs premiers mois de l'année, comparativement à la même période en 2018. Ce repli provient aussi bien des tirages sur financement extérieur (-45,7%) que sur les tirages sur financement intérieur (-41,7%).

Ainsi, de janvier à septembre 2019, 329,1 milliards de Fcfa ont été décaissés contre 597,7 milliards de FCFA en 2018 sur la même période. Au plan extérieur, ce repli est plus observé sur les tirages bilatéraux (-82,4%) à 29,1 milliards de FCFA. Sur le financement intérieur, comme en 2018, l'Etat n'a sollicité que le marché financier régional. Le montant total décaissé sur les neuf premiers mois s'élève à 64,6 milliards de FCFA, en baisse de 41,7% par rapport à la même période en 2018.

Evolution des tirages sur financements

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre			
	2018	2019			2018	2019	Poids	Var 19/18
	T4	T1	T2	T3				
Dettes extérieures	294,4	67,8	148,9	47,8	487,0	264,5	80,4%	-45,7%
Multilatérale	244,9	65,6	123,3	46,5	319,1	235,4	71,5%	-26,2%
Bilatérale	49,5	2,2	25,6	1,3	165,2	29,1	8,9%	-82,4%
Commerciale	-				2,7	-	0,0%	-100,0%
Marché financier International		-				-	0,0%	-
Dettes intérieures	29,3	-	23,5	41,1	110,7	64,6	19,6%	-41,7%
Bancaire						-	0,0%	-
Marché financier Régional	29,3		23,5	41,1	110,7	64,6	19,6%	-41,7%
Total	323,7	67,8	172,4	88,9	597,7	329,1	100,0%	-44,9%

Source : DGD

III.5.3 LE STOCK DE LA DETTE PUBLIQUE

Sur les neuf premiers mois de l'année, l'encours de la dette est resté quasi-stable (+0,4%). En effet, l'encours de la dette publique du Gabon s'est situé à 5 107,3 milliards de FCFA à fin septembre 2019. Cette quasi-stabilité du stock de la dette publique s'explique par la baisse du stock de la dette intérieure (-18%) en dépit de la hausse de l'encours extérieur de 8,3%, liée à l'accroissement de 33,7% de l'encours de la dette multilatérale sur les neuf premiers mois de l'année. La baisse de la dette intérieure provient du repli de toutes les composantes.

A fin septembre, le portefeuille de la dette publique se décompose comme suit: 74,5% de dette extérieure (contre 68,9% en 2018) et de 25,5% de dette intérieure (contre 31,1% en 2018).

Evolution du stock de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Fin septembre			
	2018	2019			2018	2019	Poids	Var 19/18
	T4	T1	T2	T3				
Dette extérieure	3 516,0	3 763,0	3 764,2	3 807,1	3 516,0	3 807,1	74,5%	8,3%
Multilatérale	1 035,8	1 274,1	1 362,7	1 384,6	1 035,8	1 384,6	27,1%	33,7%
Bilatérale	807,3	808,4	815,5	816,9	807,3	816,9	16,0%	1,2%
Commerciale	420,1	403,3	325,5	304,8	420,1	304,8	6,0%	-27,5%
Marché financier International	1 252,8	1 277,2	1 260,5	1 300,8	1 252,8	1 300,8	25,5%	3,8%
Dette intérieure	1 585,6	1 379,0	1 337,7	1 300,2	1 585,6	1 300,2	25,5%	-18,0%
Bancaire	804,6	754,2	738,7	707,9	804,6	707,9	13,9%	-12,0%
Moratoires	362,3	221,7	210,6	210,6	362,3	210,6	4,1%	-41,9%
Divers	9,5	7,0	5,0	5,0	9,5	5,0	0,1%	-47,4%
Marché financier Régional	409,3	396,1	383,4	376,7	409,3	376,7	7,4%	-8,0%
Total	5 101,7	5 142,0	5 101,9	5 107,3	5 101,7	5 107,3	100,0%	0,1%

Source : DGD

III.6 LE COMMERCE EXTERIEUR

A fin septembre 2019, le solde du commerce extérieur du Gabon s'est renforcé pour se situer à 1429,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 10,3% par rapport à la même période en 2018. L'amélioration du solde commercial résulte d'une hausse plus rapide des exportations (+7,9%) par rapport au taux de progression des importations (+4,4%). Ainsi, le taux de couverture des importations par rapport aux exportations s'est amélioré de 8 points à fin septembre 2019 par rapport à 2018. Cependant, l'examen détaillé des données trimestrielles montre un repli des exportations gabonaises au troisième trimestre après le pic enregistré au second trimestre 2019, grâce aux ventes de pétrole brut.

Evolution de la balance commerciale

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre		Var. 19/18
	2018	2019			2018	2019	
	T4	T1	T2	T3			
Exportations (1)	853,1	610,3	995,9	771,2	2 204,2	2 377,4	7,9%
Importations (2)	316,6	314,2	315,6	318,2	908,1	948,0	4,4%
Solde commercial [(1)-(2)]	536,5	296,1	680,3	453,0	1 296,1	1 429,4	10,3%
Taux de couverture [(1)/(2)]	269,5%	194,2%	315,6%	242,4%	242,7%	250,8%	

Source : DGEPP / DGDDI

III.6.1. L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS EN VALEUR

A fin septembre 2019, les exportations gabonaises ont progressé de 7,9% pour se situer à 2 377,5 milliards de Fcfa. Cette hausse s'explique par la nette amélioration des exportations pétrolières (+10,1%) malgré le repli de la valeur des exportations du secteur hors pétrole (-0,5%).

Evolution des exportations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Septembre		Var. 18/19
	2018	2019			2018	2019	
	T4	T1	T2	T3			
Exportations de pétrole brut	704,2	487,1	839,7	579,5	1730,6	1906,3	10,1%
Exportations hors pétrole dont:	148,9	123,2	156,2	191,7	473,6	471,1	-0,5%
Bois sciés et ouvrages	72,0	54,9	52,6	93,2	190,7	200,7	5,3%
Manganèse	35,7	29,4	28,7	54,3	92,1	112,4	22,1%
Produits dérivés du pétrole	20,1	16,8	36,7	21,1	100,2	74,6	-25,5%
Ferro-silico-manganèse	7,4	5,0	6,3	5,8	17,0	17,1	0,7%
Caoutchoucs naturels	2,4	1,9	0,7	3,2	8,0	5,8	-27,2%
Or sous forme brute	0,2	0,1	0,5	1,5	1,9	2,2	17,2%
Huile de palme	0,2	0,8	-	-	1,9	0,8	-58,1%
Poissons et produits de la pêche	0,2	0,3	-	0,1	1,1	0,5	-57,4%
Autres	10,9	13,9	30,7	12,6	61,0	57,1	-6,3%
Exportations totales	853,1	610,3	995,9	771,2	2204,2	2377,4	7,9%

Source : DGEPP / DGDDI

- *Les exportations de pétrole*

Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, les exportations de pétrole brut ont enregistré une hausse de 10,1% à 1 906,3 milliards de FCFA. Ces ventes sont essentiellement destinées à l'Asie (notamment en Chine, en Corée du Sud et à Singapour) et à l'Europe (en Italie, en Grande Bretagne et au Pays bas en particulier).

- *Les exportations du secteur hors pétrole*

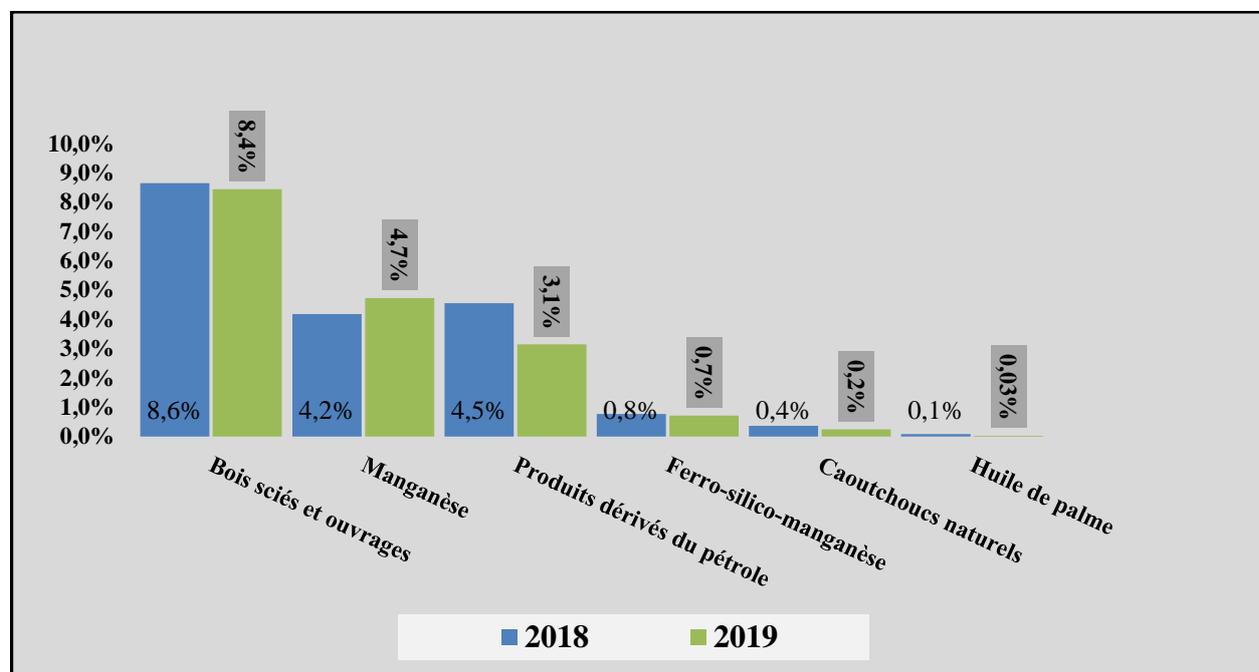
A fin septembre 2019, les ventes hors pétroles ont légèrement diminué de 0,5% à 471,1 milliards de FCFA. Cette contraction est tributaire, en partie, de la baisse des ventes des produits dérivés de pétrole (-25,5%), du caoutchouc naturel (-27,2%) et d'huile de palme (-58,1%). Néanmoins, l'observé des données trimestrielles indique une progression constante des ventes hors pétrole de 123,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2019 et à 191,7 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019.

La baisse des produits de 25,5% à 74,6 milliards de FCFA à fin septembre 2019 des dérivés du pétrole est liée à la chute des achats des pays bas (-50,3%) du Congo Brazzaville (-70,4%) et du Bénin (-91%) en particulier.

Pour ce qui concerne les ventes de caoutchouc naturel, la filière a maintenu sa tendance baissière de 27,2% à 5,8 milliards de fcfa sur les neuf mois de 2019 comparativement à 2018. Cette situation s'explique principalement par la baisse du volume exporté de 31,1% à 7 136,4 tonnes, notamment vers la France (-23%) et les Etats Unis (-47,2%) et ce, malgré la consolidation du prix (+3% à 182,5 yens le kilo en moyenne).

La baisse des exportations d'huile de palme de 58,1% à 0,8 milliards de FCFA est consécutive à la mévente en direction d'Espagne, de Cote d'Ivoire et de Singapour à fin septembre 2019. De janvier à septembre 2019 l'huile de palme gabonaise a été vendue au Cameroun et au Mozambique.

Part des principaux produits exportés (hors pétrole) à fin septembre 2018 et 2019



Source : DGDDI

L'augmentation des ventes de bois sciés de 5,3% à 200,7 milliards de FCFA est liée, essentiellement à la hausse de la demande extérieure notamment de la France (+2,4%) et de la Belgique (+7,5%) et de l'Inde (dont les achats ont sextuplé, passant de 2,5 milliards de FCFA à 19 milliards de FCFA en 2019).

Les exportations de minerais de manganèse ont progressé de 22,1% à 112,4 milliards de FCFA en lien notamment avec la bonne tenue des prix de manganèse (+ 5,1). Dans le même temps, les ventes de ferro-silico manganèse ont été quasi-stables (+0,7%). Cependant, l'analyse des données infra-annuelles montre une régression des exportations de ce produit au troisième trimestre 2019 liée aux problèmes d'énergie.

III.6.2. L'EVOLUTION DES IMPORTATIONS EN VALEUR

Sur les neuf premiers mois de l'année, les importations gabonaises ont progressé de 4,4% à 948,0 milliards de FCFA. Tous les postes ont connu une augmentation à l'exception de l'énergie. La hausse des importations sur la période s'explique notamment par l'accroissement des achats des biens d'équipement (+37,5%) et des biens intermédiaires (+5,4%).

La hausse des importations des biens d'équipement de 37,5% à 367,6 milliards de FCFA est liée à la reprise des investissements du secteur pétrolier et des BTP en particulier. Ainsi, les biens d'équipement importés à fin septembre 2019 sont constitués à 51% de machines, appareils et matériel électrique et à 24,9% de matériel de transport. Dans le même temps, les achats des biens intermédiaires ont augmenté de 5,4% à 224,8 milliards de FCFA pour les besoins d'investissement des entreprises des secteurs hydrocarbure (mine + pétrole) et des BTP en particulier.

Par ailleurs, les importations des biens énergétiques ont chutés de 72,5% à 28,5%. Cette tendance baissière, qui s'observe depuis le début de l'année 2019, est liée à l'allègement de la facture de gazole (-89,4%) et d'essence (-93%) en provenance principalement du Togo et de butane (-53%) en provenance notamment de Guinée Equatoriale et du Congo Brazzaville.

Les importations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Var. 18/19
	2018	2019			2018	2019	
	T4	T1	T2	T3			
Biens de consommation finale dont :	90,3	119,7	100,6	106,7	323,9	327,0	1,0%
<i>Produits alimentaires</i>	56,6	63,0	48,6	49,0	232,6	242,5	4,3%
<i>Boissons</i>	4,5	3,6	3,6	3,4	11,5	10,5	-8,0%
Biens d'Equipement	114,1	107,2	135,1	125,4	267,4	367,6	37,5%
Biens intermédiaires	83,2	72,3	72,0	80,5	213,3	224,8	5,4%
Energie (pétrole et gaz)	29,0	15,0	7,9	5,6	103,5	28,5	-72,5%
Importations totales	316,6	314,2	315,6	318,2	908,1	948,0	4,4%

Source : DGEPPF / DGDDI

III.6.3. LE PARTENARIAT ECONOMIQUE

Sur les neufs premiers mois 2019, la Chine est restée le premier partenaire du Gabon avec un volume d'échange évalué à 1 584,6 milliards de FCFA contre 760,6 milliards de FCFA l'année précédente sur la même période. Elle est suivie de la Belgique (148,6 milliards de FCFA), de la Corée du sud (114,2 milliards de FCFA) et des pays Bas (108,2 milliards de FCFA).

Cumul des échanges (exportations/importations)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids	Var. 19/18
	2018	2019			Cumul			
	T4	T1	T2	T3	2018	2019		
Chine	400,2	501,3	553,9	529,4	760,6	1584,6	47,7%	108,3%
France	113	88,2	98,6	100,3	372,6	287,1	8,6%	-22,9%
Belgique	60,7	46,5	46,9	55,3	169,1	148,6	4,5%	-12,1%
Corée du Sud (République)	26,9	1,5	111,6	1,1	99,7	114,2	3,4%	14,5%
Pays Bas	64,2	20,5	40,7	47	138,3	108,2	3,3%	-21,7%
Total global	1169,7	924,5	1311,5	1089,4	3112,3	3325,4	100,0%	-12,1%

Source : DGDDI

III.6.3.1 LES PRINCIPAUX CLIENTS

- *Par pays*

Afin septembre 2019, les exportations gabonaises en direction de ces dix (10) premiers clients se sont inscrits à la hausse de 60,1% à 2 113,0 milliards de FCFA contre 1320,1 milliards de FCFA l'année précédente. Cette situation est consécutive à la demande de la Chine, de la Corée du Sud, de l'Italie et des Pays Bas, relative notamment aux ventes du Pétrole brut, du bois sciés, ouvrages et manganèse et ferro-silico-manganèse.

La position de la Chine comme principal importateur des produits gabonais s'est confortée par les livraisons notamment du pétrole brut, du bois sciés et manganèse et ferro-silico-manganèse.

La balance commerciale du Gabon avec la Chine a été excédentaire de 1406,1 milliards de FCFA, suite à la hausse des ventes de pétrole brut, de bois sciés et ouvrages et manganèse et ferro-silico-manganèse. Ainsi, les échanges avec ce pays ont rapporté au Gabon 1406,1 milliards de FCFA de plus que les importations.

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids	Var. 19/ 18
	2018	2019			Cumul			
	T4	T1	T2	T3	2018	2019		
Chine	363,5	468,6	525,3	501,4	646,5	1495,4	62,9%	131,3%
Corée du Sud (République)	25,4	0,7	110,8	0,1	98,0	111,6	4,7%	13,9%
Italie	26,7	31,8	28,5	24,7	26,0	85,0	3,6%	227,4%
Pays Bas	60,3	15,9	24,6	43,3	116,4	83,8	3,5%	-28,0%
Singapour	0,2	0,1	39,8	38,9	49,5	78,8	3,3%	59,2%
Australie	47,2	0,0	70,2	60,9	111,6	70,2	3,0%	-37,1%
Grande Bretagne	0,9	2,5	0,2	60,9	124,8	63,6	2,7%	-49,0%
Belgique	19,0	13,1	13,1	20,2	42,6	46,3	1,9%	8,9%
France	21,5	9,8	16,6	13,1	46,5	39,5	1,7%	-15,1%
Corée du Nord (démocratique)	44,3	-	38,7	-	58,4	38,7	1,6%	-33,7%
Exportations des 10 Premiers clients	609,1	542,6	867,8	763,6	1320,1	2113,0	88,9%	60,1%
Autres	808,8	610,3	957,2	771,2	2145,8	2338,7	98,4%	9,0%
Total export	853,1	610,3	995,9	771,2	2204,2	2377,4	100,0%	7,9%
Poids des 10 premiers clients	71,4%	88,9%	87,1%	99,0%	59,9%	88,9%		

Source : DGDDI

• **Par continent**

A fin septembre 2019, le continent Asiatique (75,9% des parts) est la principale destination des produits gabonais, suivie de l'Europe (16,7% des parts), l'Océanie (3,0% des parts) et l'Amérique (2,7% des parts). La position de l'Asie est confortée grâce aux commandes de la Chine, de la Corée du Sud et de Singapour, lié aux ventes du Pétrole brut, du bois sciés et ouvrages et du manganèse ainsi que du ferro-silico-manganèse.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids	Var. 19/ 18
	2018	2019			2018	2019		
	T4	T1	T2	T3				
AFRIQUE	36,3	8,6	21,7	12,3	36,3	42,6	1,8%	17,2%
dont CEMAC	13,6	3,1	1,8	3,0	13,6	7,9	0,3%	-41,7%
AMERIQUE	264,7	4,3	50,1	9,8	264,7	64,3	2,7%	-75,7%
ASIE	1 368,1	478,6	751,4	573,5	1 368,1	1 803,5	75,9%	31,8%
EUROPE	423,0	118,8	102,3	175,5	423,0	396,6	16,7%	-6,2%
dont U.E	405,1	110,7	95,0	167,5	405,1	373,1	15,7%	-7,9%
OCEANIE	112,1	-	70,4	0,1	112,1	70,5	3,0%	-37,1%
Total Export	2 204,2	610,3	995,9	771,2	2 204,2	2 377,4	100,0%	

Source : DGDDI

III.6.3.2. LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS

• *Par pays*

Au troisième trimestre 2019, les achats du Gabon en provenance des dix (10) premiers fournisseurs ont enregistré une diminution de 13,9%, pour se situer à 624,5 milliards de FCFA.

Le premier fournisseur du Gabon demeure la France (28,3% des parts). La Belgique est le deuxième fournisseur du Gabon au terme des neufs premiers mois de l'année (11,7% des parts), suivi de la Chine (10,2% des parts). Les produits en provenance de ces trois pays partenaires concernent les produits de consommation non alimentaire, outillages, machines, appareils mécaniques et les produits alimentaires. Notons que le solde de la balance commerciale avec la France reste déficitaire de 208,1 milliards de FCFA.

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids	Var. 19/ 18
	2018	2019			Cumul			
	T4	T1	T2	T3	2018	2019		
France	91,5	78,4	82,0	87,2	326,0	247,6	28,3%	-24,0%
Belgique	41,7	33,4	33,8	35,1	126,5	102,3	11,7%	-19,2%
Chine	36,7	32,7	28,6	28,0	114,2	89,2	10,2%	-21,8%
Etats Unis	9,8	13,1	16,0	16,1	51,0	45,2	5,2%	-11,4%
Afrique du Sud	5,4	8,1	13,4	6,2	19,6	27,7	3,2%	41,8%
Turquie	2,4	10,9	8,2	7,6	14,4	26,7	3,1%	85,8%
Pays Bas	3,8	4,6	16,1	3,7	21,9	24,4	2,8%	11,5%
Emirats Arabes Unis	5,5	7,3	7,5	7,1	23,2	21,9	2,5%	-5,5%
Malaisie	3,3	7,1	4,8	8,9	13,3	20,7	2,4%	55,9%
Cambodge	0,9	12,0	2,8	4,0	15,6	18,7	2,1%	19,9%
Exportations des 10 Premiers clients	201,1	207,5	213,2	203,8	725,6	624,5	71,3%	-13,9%
Autres	1,6	1,4	1,4	1,4	1,7	1,4	0,2%	-16,3%
Total Import	316,6	287,5	294,9	294,0	1216,4	876,5	100,0%	-27,9%
Poids des 10 premiers clients	91,5	78,4	82,0	87,2	326,0	247,6	28,3%	-24,0%

Source : DGDDI

• *Par continent*

En septembre 2019, l'Europe demeure le principal fournisseur du Gabon (53,7% des parts). Cette position de l'Europe s'explique essentiellement par le poids des ventes de la France (28,3% des parts), de la Belgique (11,7% des parts) et des Pays Bas (2,8% des parts), notamment sur les produits de consommation non alimentaires, des produits alimentaires et des outillages, machines, appareils mécaniques.

Le continent européen est suivi l'Asie, de l'Amérique et de l'Afrique. Notons que les achats dans les pays de la CEMAC n'ont représenté que 2,6% des importations gabonaises, en baisse de 48,2% par rapport à la même période en 2018.

Evolution des achats par continent

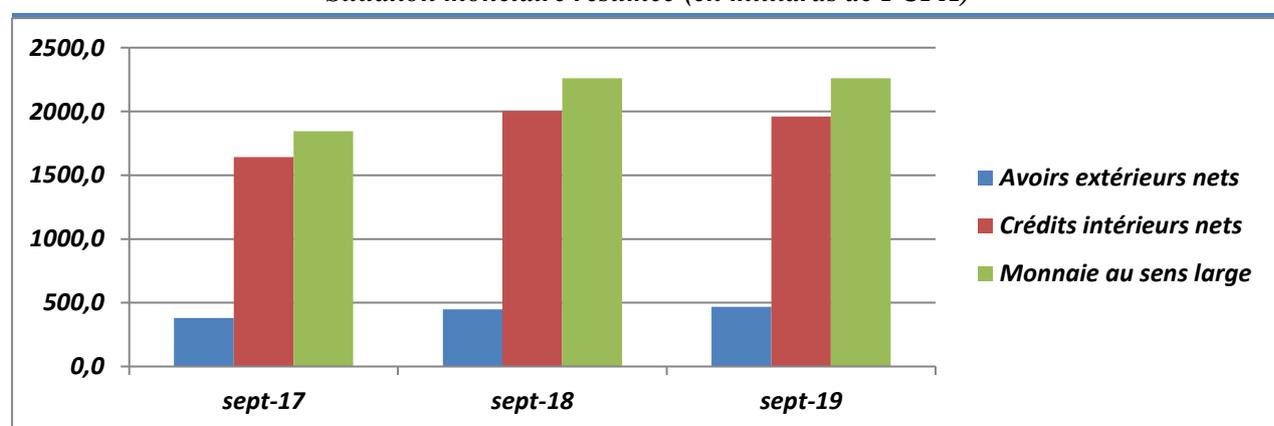
En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-septembre		Poids	Var. 19/18
	2018	2019			Cumul			
	T4	T1	T2	T3	2018	2019		
AFRIQUE	175,0	37,3	36,1	32,6	175,0	106,0	12,1%	-39,4%
dont CEMAC	43,2	7,1	9,1	6,2	43,2	22,4	2,6%	-48,2%
AMERIQUE	91,3	20,8	27,3	27,5	91,3	75,6	8,6%	-17,2%
ASIE	195,5	80,4	68,9	74,0	195,5	223,2	25,5%	14,2%
EUROPE	436,2	148,7	162,4	159,4	436,2	470,4	53,7%	7,8%
dont U.E	410,6	133,6	150,4	149,3	410,6	433,2	49,4%	5,5%
OCEANIE	1,7	0,3	0,3	0,5	1,7	1,2	0,1%	-32,2%
Total Import	899,8	287,5	294,9	294,0	899,8	876,5	100,0%	

Source : DGDDI

III.7 LA SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire large à fin septembre 2019 est marquée par une appréciation des avoirs extérieurs nets (+4,6%), une quasi-stabilité de la masse monétaire et un repli du crédit intérieur net (-2,2%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.7.1 LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

III.7.1.1 LA MASSE MONETAIRE (M2)

Au troisième trimestre 2019, la masse monétaire est restée quasi stable autour de 2259,8 milliards de FCFA, en liaison avec les évolutions contrastées des avoirs extérieurs nets (+4,6%) et du crédit intérieur net (-2,2%). L'analyse de ses composantes révèle un accroissement des dépôts collectés (+2,0% à 1933 milliards de FCFA) et une régression de la circulation fiduciaire (-10,4% à 326,8 milliards de FCFA). La quasi-monnaie a reculé de 11,5% à 662,6 milliards de FCFA à fin septembre 2019, traduisant un tassement de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.7.1.2 LES RESSOURCES EXTRA-MONETAIRES

Elles ont fléchi de 11,7% à 168,4 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019, suite à la dégradation des autres postes nets, passant de -209,9 milliards à -244,9 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

III.7.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires diminuent de 0,9% à 2428,2 milliards de FCFA, suite au repli du crédit intérieur (-2,2%).

III.7.2.1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se sont appréciés de 4,6% à 469,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019, consécutivement à la hausse soutenue des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (+47,6% à 329,1 milliards de FCFA en septembre 2019). Le solde du compte d'opérations s'est amélioré significativement de 45,7% à 548,8 milliards de FCFA sur la période de référence

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2019			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2018	2019	Var 19/18
Avoirs extérieurs nets	543,2	519,4	469,3	448,8	469,3	4,6%
Banque centrale	463,3	449,9	329,1	222,9	329,1	47,6%
Banques primaires	79,9	69,5	140,2	225,9	140,2	-37,9%

Source : Beac

De même, le solde du compte d'opérations s'améliore significativement de 45,7% à 548,8 milliards de FCFA sur la période de référence.

Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 14,02 points pour s'établir à 70,47% au troisième trimestre 2019.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2019			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2018	2019	Var 19/18
Compte d'opérations	653,8	665,5	548,8	376,8	548,8	45,65%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	71,26%	72,19%	70,47 %	56,45%	70,47 %	+ 14,02 pts

Source : Beac

III.7.2.2 LE CREDIT INTERIEUR

Le crédit intérieur a enregistré une baisse de 2,2% à 1958,9 milliards de FCFA au troisième trimestre 2019, en liaison avec la baisse des créances nettes sur l'Etat.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2019			Troisième trimestre		
	T1	T2	T3	2018	2019	Var 19/18
Crédits intérieurs nets	1980,9	1964,5	1958,9	2002,6	1958,9	-2,2%
Créances nettes sur l'Etat	866,3	845,4	785,4	870,5	785,4	-9,8%
Créances sur l'économie	1114,6	1119,1	1173,5	1132,1	1173,5	3,7%

Source : Beac

- **Les créances sur l'économie**

Elles se sont confortées de 3,7% à 1173,5 milliards de FCFA à fin septembre 2019, en rapport avec l'augmentation des crédits accordés au secteur privé non financier, représentant 98% de l'encours des crédits.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

Au troisième trimestre 2019, la situation nette débitrice de l'Etat s'est établie à 785,4 milliards contre 870,5 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution traduit une réduction de la dette de l'Etat envers le système bancaire. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est améliorée pour atteindre 838,3 milliards en septembre 2019 contre 913,9 milliards de FCFA l'année précédente.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les DAV et les DAT

III.8.1- LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERETS

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 24 juillet 2019 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,50%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%
Taux de pénalité aux banques	8,30%

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

Facilité marginale de prêt	6%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

En comparaison avec l'évolution de l'activité enregistrée sur les six premiers mois, à fin septembre 2019, on note une accélération du rythme de création de richesse. Même la branche pétrole dont on anticipait un retournement de tendance sur la seconde moitié de l'année a maintenu un bon rythme de progression à l'issue des neuf premiers mois. Ainsi, grâce à la production pétrolière qui a enregistré une hausse de 16,7% et à la bonne tenue de certaines activités hors pétrole dont les BTP, les mines, le bois et l'agriculture, le taux de croissance initialement projeté à 3,4% pourrait être supérieur à ce seuil.

En effet, en dépit de quelques secteurs structurellement en difficulté (raffinage et Hévéculture.), globalement l'évolution de l'activité sur les neuf premiers mois a confirmé la tendance à la reprise de l'économie gabonaise. Sur cette base, la projection du PIB pourrait être supérieure au niveau projeté à partir des données de fin juin.

ANNEXES

Annexe n°1 : Evolution de la situation monétaire

Trimestre	juil-18	août-18	sept-18	juil-19	août-19	sept-19
	<i>en milliards de FCFA</i>					
Avoirs extérieurs nets	498,2	444,6	448,8	456,1	465,6	469,3
Banque centrale	261,5	257,5	222,9	328,5	281,8	329,1
Banques commerciales	236,7	187,1	225,9	127,6	183,8	140,2
Crédits intérieurs nets	1856,8	1950,4	2002,6	1986,0	2083,6	1958,9
Créances nettes sur l'Etat	772,5	842,1	870,5	850,6	896,2	785,4
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	829,3	891,9	913,9	918,4	957,0	838,3
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-56,8	-49,8	-43,4	-67,8	-60,8	-52,9
Créances sur le reste de l'économie	1084,3	1108,3	1132,1	1135,4	1187,4	1173,5
Ressources = Contreparties	2355,0	2395,0	2451,4	2442,1	2549,2	2428,2
Monnaie au sens large	2215,5	2219,1	2260,6	2298,9	2425,5	2259,8
Circulation fiduciaire	341,3	346,8	364,8	331,2	330,3	326,8
Dépôts	1874,2	1872,3	1895,8	1967,7	2095,2	1933,0
<i>dont Quasi monnaie</i>	705,8	737,6	748,4	646,3	665,1	662,6
Ressources extra-monétaires	139,5	175,9	190,8	143,2	123,7	168,4
	<i>Variations annuelles</i>					
Avoirs extérieurs nets	59,8%	9,0%	17,9%	-8,4%	4,7%	4,6%
Crédits intérieurs nets	7,9%	19,7%	21,9%	7,0%	6,8%	-2,2%
Créances nettes sur l'Etat	26,6%	62,7%	57,4%	10,1%	6,4%	-9,8%
Créances sur le reste de l'économie	-2,4%	-0,4%	3,9%	4,7%	7,1%	3,7%
Ressources = Contreparties	15,8%	17,5%	21,2%	3,7%	6,4%	-0,9%
Masse monétaire	19,0%	20,0%	22,6%	3,8%	9,3%	0,0%
Circulation fiduciaire	6,4%	7,8%	18,1%	-3,0%	-4,8%	-10,4%
Dépôts	21,6%	22,6%	23,5%	5,0%	11,9%	2,0%

Source : Beac

EQUIPE DE REDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

M. IKAPI Eric

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. Elzy Yolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Raphael MBA N'NANG

M. Albain MOKAMBO

M. Didier NKOGHE OBAME

M. Euloge Bernadin LENGOUNGA

M. Brice YOUOMO

M. Noel MAGANGA

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargés d'Études

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE